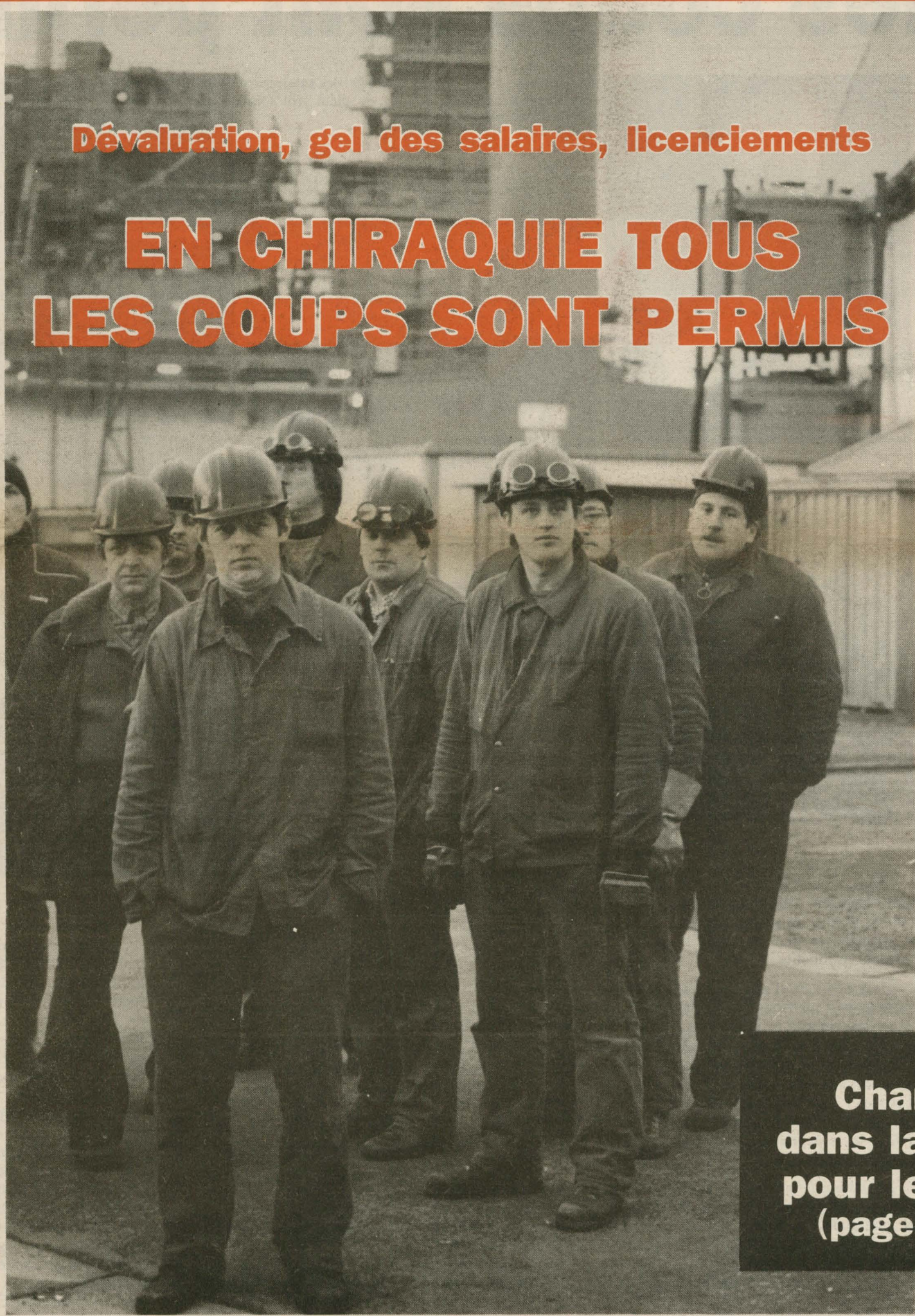


ROUGE

**Paysans
état de grâce
ou
risque d'orage ?
(pages 19, 20, 21)**

Dévaluation, gel des salaires, licenciements

**EN CHIRAQUIE TOUS
LES COUPS SONT PERMIS**



**Changement
dans la continuité
pour le PC italien
(pages 14 et 15)**

Premier cadeau du règne Chirac à ses patrons préférés : le franc et les travailleurs leur coûteront moins cher.

En Chiraquie, tous les coups sont permis

□ La dévaluation Ballardur repose à la fois sur une évidence et un gros mensonge. Evidance : le franc avait perdu de sa valeur, depuis des mois notamment par rapport au mark, et le réajustement monétaire du dernier week-end ne fait qu'entériner cet état de fait. Si elle avait conservé le pouvoir, la précédente majorité aurait, tôt ou tard, dû réajuster les taux. Mensonge grossier : cette dévaluation-là ne transformera pas plus que les autres l'industrie française en locomotive conquérante, face aux entreprises des autres pays industrialisés et ne lui permettra pas de retrouver « dynamisme et compétitivité », selon le vœu pieux de Ballardur.

Car dévaluation ou pas, les sociétés françaises restent à la traîne, depuis des années. Elles ont les plus grandes peines à atteindre ne serait-ce qu'une cinquième place dans les clas-

Derrière la dévaluation, les bonnes vieilles préférences de la bourgeoisie pour les rentes financières et spéculatives.

sements des premières sociétés européennes et ce, dans la quasi-totalité des branches industrielles. Pour ne pas parler des classements mondiaux, USA et Japon inclus. Certes, les banques, le bâtiment, l'industrie d'armement ou l'aéronautique font exception. Mais cela ne suffit pas à faire une « France qui gagne » sur les marchés capitalistes.

C'est d'ailleurs cette vérité première qui rend ce pays si sensible à la « contrainte extérieure ». Tentez une relance et les importations s'accroissent : des machines-outils pour équiper les usines qui voudraient produire plus, aux chaînes Hi-Fi ou aux appareils photos... La dévaluation Ballardur n'y changera rien. Car, pour transformer cette réalité vieille de plusieurs décennies, c'est quasiment la bourgeoisie française qu'il faut



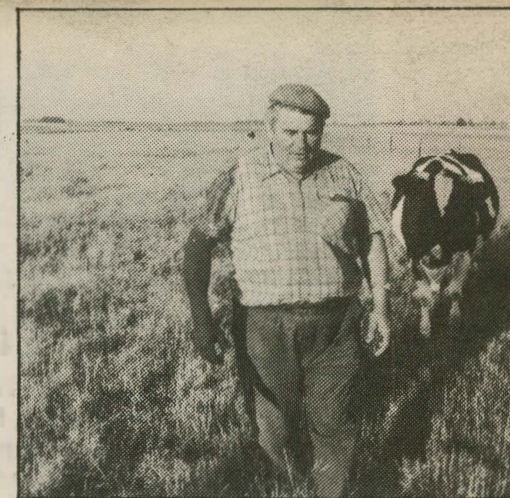
Libérer nos licenciements (notre photo : Ambroise Roux)



Y a bon...

Capital, allez circuler

Le gel des salaires en plein printemps



MCM, coucou nous revoilà.

drair changer. Elle préfère les bonnes vieilles rentes financières et spéculatives que les investissements productifs.

Ceci explique d'ailleurs, derrière le gros mensonge de Ballardur, les mesures d'accompagnement de sa dévaluation : la libéralisation des changes et des mouvements de capitaux vers l'étranger ou l'amnistie offerte aux spéculateurs qui avaient expatrié leurs capitaux, lorsque la gauche gouvernait.

La suite est logique. Lorsque vous voulez gonfler les rentes de la bourgeoisie, cognez sur les travailleurs. Les salaires, déjà endommagés par l'austérité de gauche, sont gelés sous prétexte de sévérité. La moitié des salariés français perçoit environ 5 600 francs par mois quand ce

n'est pas moins. Pour eux, la dévaluation du franc signifie un peu plus de gêne, une situation aux frontières de la misère. Les patrons estiment pourtant que c'est encore trop. Jacques Calvet, PDG de Peugeot, déclare dans le quotidien *les Echos* du 9 avril qu'une dévaluation de 9 à 10 % était nécessaire au lieu des 6 % arrachés par Ballardur à ses collègues européens. « Cela veut tout simplement dire, conclut-il, qu'il nous faut désormais récupérer les 3 à 4 % manquants sur les prix et donc sur les salaires français. »

Derrière ces attaques acharnées contre les salaires des actifs, se profilent les coups renforcés contre le droit au travail et la protection sociale, les coupes claires dans le budget de l'Etat et les compressions d'effectifs dans la fonction publique, par voie d'ordonnances ou de projets de

lois. Mitterrand peut toujours expliquer au Parlement qu'il les veut « précises et en nombre ré-

Au-delà des salaires, se profilent une attaque contre le droit au travail, la protection sociale, l'emploi dans le public.

duit ». Les coups feront très mal.

La libération des prix et la hausse des tarifs publics rongeront encore le pouvoir d'achat déjà gelé. Les dossiers de la

« modernisation industrielle » continueront leurs ravages en supprimant des emplois dans les banques, à la SNCF, dans l'automobile ou dans la sidérurgie, secteur où le gouvernement vient de faire appel aux services de Jean Gandois, le « spécialiste » en réduction d'emplois à l'échelle européenne.

Chirac-Balladur auraient choisi de mettre en œuvre leur politique lentement et d'arrondir ses angles les plus coupants. Cette apparente mesure mérite certes toute notre attention. Ces gens savent au moins une chose, tous les coups qu'ils veulent porter ont toutes les chances de ne pas passer facilement. Mais libéralisme dur ou libéralisme doux, n'empêche ! En Chiraquie tous les coups sont permis.

Michel Morel

Balladur ou Ballamou ?

Les outrances verbales qui caractérisaient la campagne de la droite font place à un libéralisme mou. L'homme fort de la galaxie Chirac en est le meilleur symbole.

La passation des pouvoirs entre les grands argentiers. On est loin de la « rupture brutale » annoncée par les discours de l'ex-opposition

Les ardeurs libérales de Chirac auraient-elles fondu à mesure qu'approchait le pouvoir ? Serait-il devenu mou ? L'hypothèse se répand largement chez les commentateurs habituels sur la « chose politique », des radios du matin aux quotidiens du soir. Pour un peu, le maire de Paris se ferait taxer de barrisme aigu. Edmond Alphandéry, député barriste notoire, se félicitait d'ailleurs, mardi 8 avril, des effets positifs de la dévaluation du franc, « made in Balladur », et de ses mesures d'accompagnement.

A y perdre son latin ! Le gouvernement Fabius était déjà largement soupçonné de barrisme « de gauche », même si l'accusé refusait de reconnaître le crime. La droite chiraco-giscardienne subirait donc la même influence, après les crocs-en-jambe dudit Raymond, lors de la dernière campagne électorale ? De quoi se poser, comme le dirait Barre lui-même, de sérieuses questions sur la valeur des programmes politiques et des promesses de droite ou de gauche.

Mais, puisque nous en sommes aux questions, examinons un peu le passé du nommé Balladur. D'où vient ce « nouveau » fin politique, sorti du chapeau de Chirac après le 16 mars, qui tient aujourd'hui les cordons de la bourse du gouvernement et concentre l'essentiel des pouvoirs économiques ? Question nouveauté, rien que de l'ancien. Enarque, fils de banquier, Balladur était le second homme de main — avec Michel Jobert — de Georges Pompidou, l'ex-directeur de la banque Rotschild, devenu président de la République. Des sommets de l'Etat, Balladur rejoignit l'état-major de la Compagnie générale d'électri-

Bref, un parcours « responsable ». Pas de quoi faire de notre Balladur un fou du libéralisme. Nous tenons plutôt là le modèle type de l'homme d'Etat français. D'autant plus à l'aise en politique qu'il est bien introduit dans les affaires. Les grandes affaires, bien entendu.

Mais quelle idée peut justement se faire un Balladur de l'état des affaires et des mesures

« Soyons reconnaissants pour les socialistes. La France est plus capitaliste que sous Giscard. »

à prendre pour « redresser la France » après cinq ans de gouvernement de gauche ? Un indice peut nous éclairer. En compagnie de ses collègues européens, il n'a pas eu, le week-end dernier, un mot de critique revancharde pour attribuer la dévaluation du franc aux méfaits de la politique Mitterrand-Fabius.

Les déclarations récentes d'un témoin de taille nous éclairent encore plus précisément sur l'avis des hommes d'affaires quant au bilan du gouvernement précédent. « La France a deux raisons d'être reconnaissante à l'égard des socialistes », explique De Benedetti, magnat italien, PDG d'Olivetti, dans l'*Expansion* du 4 avril. *Ils ont démontré qu'une alternance politique était possible (...) et puis ils ont contribué à introduire le capitalisme moderne dans votre pays. La France aujourd'hui est plus capitaliste que sous Giscard. »*

Voilà une appréciation de « l'héritage » qui diffère évidemment de celle dont la droite fera état publiquement. Une exception, direz-vous ? Même pas. Les éloges de la politique mitterrandienne étaient monnaie courante dans la presse financière internationale, à la veille du 16 mars. Il n'y a donc rien qui puisse inciter Balladur et Chirac à « rompre brutalement avec le socialisme », comme l'annonçaient certains tracts du RPR en période électorale.

Ces vérités toutes crues restent certes discrètes dans le concert ordinaire des débats politiques officiels, acharnés en apparence. Elles risqueraient de faire perdre, en partie, à la démocratie parlementaire sa raison d'être, en éclairant ses ressorts cachés. La bonne marche des affaires, sans encombres et sans éclats, a

NE PAS RESTER LES BRAS CROISES

Nous devons constamment garder en mémoire une leçon de ces cinq dernières années : les travailleurs ne peuvent compter que sur leurs mobilisations, même sous un gouvernement de droite !

Simple souhait, à l'heure où le niveau des grèves est le plus bas depuis les années cinquante ? Rien n'est moins sûr. Certains petits chefs avides de revanche s'en sont d'ailleurs déjà aperçu dans quelques entreprises (cf. pages 4, 12 et 13).

La grande majorité des travailleurs est prête à repousser la menace de « suppression de l'autorisation administrative de licenciement ». Les provocations racistes et sécuritaires du Front national sont loin de laisser indifférents les jeunes, les démocrates, les travailleurs conscients. Les éventuelles

attaques contre les acquis des femmes, le droit à l'IVG notamment, demeure une question des plus sensibles. Les chômeurs cherchant à s'organiser avant le 16 mars n'ont aucune raison de relâcher leurs efforts aujourd'hui.

Les états-majors syndicaux en seraient-ils, eux, déjà à l'heure de la cohabitation pacifique ? On peut se le demander en lisant les commentaires de FO ou de la CFDT sortant du bureau du ministre de la Fonction publique, Hervé de Charette. « Les portes de la négociation » ne seraient pas fermées par le gel des salaires. On se pince !

Il faut entamer, dès aujourd'hui, dans tous les services le débat avec les travailleurs et les militants syndicaux, dans l'unité. Comment résister aux premiers coups qui viennent

d'être portés ? Comment riposter au gel des salaires ? Quelle organisation syndicale pourrait donc s'épargner la défense des revendications élémentaires ?

La CGT, au passage, a tort de se priver de cette démarche d'explication et de conviction en fixant seule sa propre riposte au 29 avril. Dans la dispersion, les mobilisations ne seront pas plus efficaces après le 16 mars qu'avant. Dans le privé comme dans le public, il faut entamer la collecte des revendications. La circulation de pétitions unitaires, l'utilisation de l'heure d'information syndicale sont plus que jamais à l'ordre du jour dans les usines et les bureaux. Pour expliquer, convaincre, mobiliser nos camarades. Certes, l'effort sera de longue haleine. Raison de plus pour l'entamer dès maintenant.

M. M.

Le modèle-type de l'homme d'Etat français, bien introduit dans le monde des affaires.

cité, embauché par Ambroise Roux, PDG de la CGE à l'époque, et l'éminence grise de Pompidou pour les dossiers industriels. Il dirigeait, jusqu'à sa nomination comme ministre de l'Economie, l'une des filiales de cette société nationalisée dont une bonne part des débouchés dépendent des commandes de l'Etat.

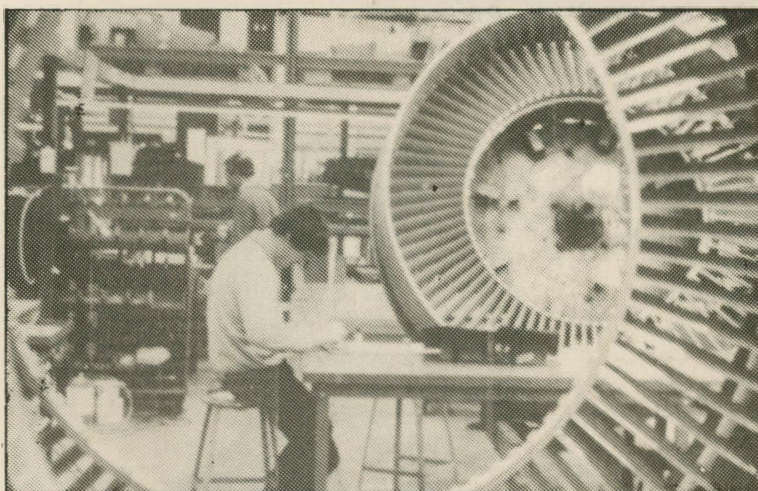
Coup dur pour les p'tits chefs

Gonflés par les plans de la droite, les petits chefs voulaient-ils leur revanche ? Engueulade, licenciement comme sanction... Et tous les ouvriers du centre de Villaroche de la SNECMA sont en grève.

□ De notre correspondant

« Pas de sanction ». Déterminée, la grève a démarré soudainement à la SNECMA-Villaroche, près de Melun. A l'origine de cette colère, la menace de licenciement d'un ouvrier. Tout commence au petit matin. Un ouvrier réclame des moyens pour travailler à son chef d'équipe. Engueulade. Il se fait envoyer dans le mur. Il va voir le délégué du personnel de l'atelier. Le chef, passablement antisindicaliste, revient. De nouveau, engueulade. Le chef du département couvre la hiérarchie, en l'occurrence, le chef d'équipe ; il évoque, oralement, la mise à la porte du travailleur.

Le slalom du mouvement s'étale sur plusieurs jours. D'abord, les travailleurs du secteur du sanctionné. Ensuite, de fil en aiguille, le « pas de sanc-



La SNECMA, premier constructeur de moteurs d'avions français

tion » gagne l'ensemble des ouvriers du centre et ceux-ci se mettent en grève.

La direction, pendant ce temps, reçoit des délégations et refuse d'annoncer la sanction et de communiquer les éléments du

dossier aux représentants du personnel.

Coup de sang des travailleurs contre la trop grande témérité de l'encadrement après le retour de la droite aux affaires. La grève est d'abord un réflexe d'indivi-

du : « Si je me bats, ce n'est pas pour ce gars-là, c'est pour moi. » Mais cette réflexion a été celle de tous les ouvriers. Il faut dire que la sécurité de l'emploi est reconnue comme un acquis, à la SNECMA. Laisser passer cette sanction — un licenciement — est, sans aucun doute, la porte ouverte à bien d'autres. Surtout qu'emplois intérimaires, contrats à durée déterminée, travail le samedi et le dimanche, heures supplémentaires sont la panoplie utilisée par la direction pour limiter au maximum les nouvelles embauches.

Premier constructeur de moteurs d'avions, la SNECMA est pourtant une entreprise florissante. En dix ans, la production a décuplé, en collaboration avec General Electric, une entreprise américaine.

Au bout de deux jours, la direction annonce que la sanction sera communiquée dans la soirée. Les grévistes vont faire le siège du bureau où cette annonce doit être faite. La préoccupation des délégués du personnel présents est de limiter l'ampleur de la réaction. Pour eux, il faut tout faire pour éviter le licenciement. Tenant ferme, les ouvriers eux, avancent toujours le même mot d'ordre : « Pas de sanction ».

C'est seulement deux jours de mise à pied qui sont annoncés. Mais cela ne satisfait pas les ouvriers du centre. Ceux-ci restent en grève jusqu'au repas, et certains secteurs ne reprennent pas le travail. Le vendredi et le lundi, les ouvriers, de nouveau, se rassemblent devant les bureaux de la direction. Cette dernière prétend toujours interdire au sanctionné de travailler les deux jours suivants.

Malgré l'appel unitaire CGT-CFDT — la division syndicale est heureusement restée au placard pendant le temps du mouvement — les « mensuels », c'est-à-dire les techniciens et les employés administratifs, ne se sont pas joints à la grève. Vu leurs rapports avec leur propre hiérarchie, une incompréhension du mouvement a joué en défaveur d'une mobilisation.

Les ouvriers du centre ont répondu à la première initiative, depuis le 16 mars, d'une hiérarchie qui veut posséder des ateliers composés d'hommes mobiles qui obéissent au doigt et à l'œil. Avec comme toile de fond, la précarité et la flexibilité. C'est ce que les « non-ouvriers » n'ont pas compris.

Jean-Marie Pierolo

ACFT-BORDEAUX

Dans la jungle des PME

L'ACFT, une PME de la région bordelaise. Le patron « moderne et libéral » impose la flexibilité. Stratégie de l'après-16 mars, dans les PME ? Nous avons rencontré Michel, militant de la LCR, salarié de l'entreprise.

□ De notre correspondant

□ Comment le projet de flexibilité a-t-il vu le jour ?

Michel — Selon le patronat, face à la concurrence, les marchés se restreignent. Or, le marché est très protégé car les produits sont destinés à des acheteurs militaires.

Ce qu'oublie de dire le patron, c'est que la nature juridique de l'entreprise a changé. Elle est passée d'une structure familiale à un actionnariat à plusieurs, donc à plus de parasites. Ce qu'oublie aussi de dire le patron, c'est que souhaitant se tailler une part de marché plus importante, donc obtenir plus de profit, cela suppose, pour lui, une réorganisation de l'entreprise.

□ Quelle serait cette réorganisation ?

M. — En premier lieu, le patron veut délaissier tous les aléas de la

production aux mains des ouvriers. Il ne veut payer que les heures de production (les heures vendues). L'ouvrier devra, lui-même, se mettre en arrêt de

On veut isoler les travailleurs en groupes « indépendants », responsables de leur temps de production.

travail, car il n'y aurait plus de chômage technique. Par contre, quand il y aura du surplus de travail, les heures supplémentaires ne seront pas payées en tant que telles, mais payées en heures normales. Le plus important, c'est pourtant que le patron sou-

haite « responsabiliser » ses ouvriers qui seraient ainsi « responsables » de leur fabrication, donc de leur sort face à la concurrence, donc de leurs licenciements. Ce dernier élément est la clé de voûte de l'entreprise, sans que le salaire suive.

□ La production à la mode japonaise, en quelque sorte...

M. — Oui, tout à fait. Faire plus de bénéfices, sans que les salaires suivent. Pour cela, les travailleurs seront isolés en groupes « indépendants » : tôliers, frigos, etc. Ils seront responsables de leur temps de production. Il y aura aussi des cercles de qualité animés par les chefs de groupe. De fait, ces groupes « indépendants » seront liés les uns aux autres et se critiqueront, se policeront, eux-mêmes, si les quotas ne sont pas tenus. Il y aura un forfait pour faire un travail donné et, en cas de dépassement, ces heures ne seront

pas payées. Cette logique implique qu'en cas de « non performance », les ouvriers seront, eux-mêmes, responsables de leur licenciement. Le chantage final étant qu'en cas de non-collaboration des « collaborateurs » — collaborateurs égale ouvriers, dans le langage du patron — la production sera sous-traitée, avec à la clé, la fermeture de l'usine.

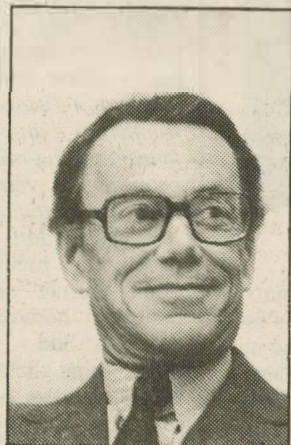
□ Quelles sont les premières réactions des ouvriers ?

M. — Notre entreprise est une PME où n'existe pas une tradition syndicale. Les salariés sont donc particulièrement exposés au pouvoir patronal. Pourtant, ceux-ci sont conscients qu'ils se font « entuber ». Mais le chantage à l'emploi fait actuellement son effet. Et les conditions de l'après-16 mars rendent la riposte plus difficile.

Denis Ressni

4 AVRIL

Le retour des sorcières



Ainsi, les revoilà. Qui ? Mais les sorcières, bien sûr ! Les gouvernants avaient pourtant juré leurs grands dieux qu'aucun esprit de revanche ne les animerait. Mais ils ont trop longtemps réfréné leurs ardeurs. Max Clos, l'éditorialiste du *Figaro* s'en fait le reflet, en plaidant pour l'épuration de l'audiovisuel. Propos enfiévrés d'un nostalgique des temps où la droite régnait sans partage ? Sans doute. Il n'en demeure pas moins qu'ils font écho à la véritable chasse déclenchée dans certaines administrations.

L'exemple le plus éloquent est certainement celui de la Chancellerie, puisqu'il met en cause les prétentions de la magistrature à l'indépendance et à la neutralité politique. L'entrée en fonction d'Albin Chalandon s'est traduite par le retour en force des tenants de l'idéologie Peyrefitte. Au centre du dispositif, on retrouve notamment Paul-André Sadon, inspirateur de la loi Sécurité et liberté et adversaire résolu du Syndicat de la magistrature qu'il n'hésite pas à qualifier de « cancer à extirper ». Autour de ce brillant chargé de mission gravitent une série d'hommes issus de la très réactionnaire Association professionnelle des magistrats (APM). Parallèlement, les promus du gouvernement précédent se font évincer, à l'instar de Louis Joinet, ancien conseiller de Fabius, qui ne sera demeuré que quelques jours à la tête du parquet de Créteil.

Rassurons-nous, les sanctionnés d'aujourd'hui n'iront pas pointer à l'ANPE. Ils se retrouveront dans des placards dorés où ils pourront attendre un retour éventuel de la gauche. Si les mouvements actuels de personnel ne changeront pas la nature de l'institution, ils ne sont, pour autant, pas innocents. Ils préparent le terrain à de nouvelles et graves mesures liberticides. On reparle de peines incompressibles de vingt-cinq ans d'emprisonnement ou encore de l'accroissement du pouvoir des juges. Trois des nouveaux hommes-clés de la place Vendôme ont largement résumé leurs conceptions, dans un récent ouvrage-programme, *Raison pour la justice*. Ils s'y prononcent pour que les magistrats soient débarrassés des « procédures abusives et des affaires délictuelles peu importantes qui appartiennent au domaine de la comparution immédiate ». Et vive la justice expéditive !

députés lepénistes. Le Front s'y prépare d'ailleurs tranquillement. Ses premières propositions de loi ne porteront pas sur l'immigration, mais sur les orientations économiques et sociales. Encouragé par ses succès, il entend à présent concurrencer la majorité sur son propre terrain.

A terme, l'extrême droite peut être victime d'une telle stratégie, certains de ses élus cherchant à s'insérer plus complètement dans le jeu parlementaire. Dans l'immédiat, elle se trouve pourtant en mesure d'approfondir les contradictions qui traversent la droite classique et de provoquer un débat en son sein. L'éditorial du *Figaro-Magazine* en constitue la préfiguration : « La vaste formation libérale et conservatrice qui se dessine dans notre pays est composée aussi du parti de M. Le Pen. (...) Le nouveau pouvoir doit être beaucoup plus attentif aux propositions qui lui viendront de sa droite extrême qu'aux compromis qui lui seront suggérés par la gauche. » Décidément, ce sont toujours les mêmes formules : « Plutôt Hitler que le Front populaire ».

8 AVRIL

Cherchez la gauche !



On avait annoncé les foudres de l'oracle. On n'eut droit qu'à un texte lénifiant, lu devant les parlementaires au garde-à-vous. Le « message » présidentiel eut au moins le mérite de mettre en lumière l'idée que l'hôte de l'Elysée se fait de la cohabitation.

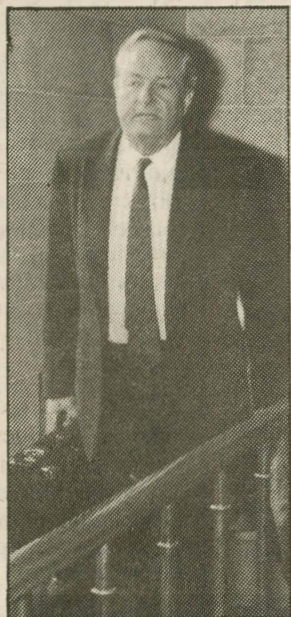
Tout au long de son plaidoyer, il ne fut par exemple jamais question des décisions monétaires du week-end précédent. Qu'importe en effet à Mitterrand le plan d'accompagnement que Balladur dut concéder à ses partenaires européens ? Que lui importent le gel des salaires dans la fonction publique, la libération des prix, la suppression du contrôle des changes ? Le grand patronat approuve totalement ces mesures, comme l'atteste sa pression des dernières semaines. Comment l' élu du 10 mai pourrait-il donc s'y opposer alors qu'il a, avant le 16 mars, préparé le terrain à de pareilles dispositions ? Comme il l'indique dans son « message » : « Président et gouvernement ont à rechercher, en toutes circonstances, les moyens qui leur permettront de servir au mieux et d'un commun accord les grands intérêts du pays. » Sans doute emporté par son élan, il va même jusqu'à « souhaiter » la réussite de la politique chiraquienne. Celles et ceux dont la vie va devenir plus difficile, qui vont se trouver confrontés à des possédants avides d'exploiter leur avantage apprécieront.

Certes, le chef de l'Etat entend freiner les ardeurs du Premier ministre. Son adresse au Parlement a pour but implicite de rappeler qu'il bénéficie d'un droit de veto sur l'action gouvernementale. Mais c'est pour mieux convaincre ses interlocuteurs que leur modération est la condition du succès du système dyarchique imposé par le dernier scrutin. En appelant à « réussir l'alternance », il résume parfaitement son véritable projet : permettre à la droite et à la gauche de se succéder, sans tensions, au sommet de l'Etat, pour y appliquer des orientations qui ne soient plus séparées que par des nuances. A en juger par les réactions de la droite, le message est passé. A gauche aussi et qu'on ne vienne plus nous parler de l'Elysée comme d'un rempart face à la restauration.

Christian Picquet

5 AVRIL

Au pas de l'oie



« Plus on nous connaît, plus on nous aime » a coutume de dire Le Pen. Les réactions de la droite traditionnelle à la poussée électorale de son mouvement semblent lui donner raison. Après les accords, publics ou secrets, auxquels a donné lieu l'élection des présidents de conseils régionaux, une nouvelle démonstration vient d'en être fournie par la désignation du bureau de l'Assemblée nationale. Le postulant du Front national, Pascal Arrighi, a ainsi obtenu cinquante-huit voix, soit vingt-quatre de plus que les effectifs de son groupe.

Voilà bien la traduction de l'une des données majeures de cet après-16 mars. Face à une majorité divisée et qui ne possède que deux sièges d'avance, l'extrême droite se retrouve en position d'arbitre. Ses thèmes, qui se sont avérés payants dans des régions entières, disposent d'un pouvoir d'attraction considérable sur une série de notables du RPR et de l'UDF. On comprend dès lors les hésitations de Chirac à faire ratifier sa politique par le Parlement : son gouvernement va constamment vivre sous la pression des

MIDI NOIR ?

Désarroi massif de l'électorat populaire, mobilisation des secteurs conservateurs, chômage important, vie difficile... Autant d'éléments qui peuvent expliquer les gros scores du Front national dans la région méditerranéenne.

□ De notre correspondant

O n prévoyait un tollé, lors de l'élection du bureau du conseil régional Provence-Côte-d'Azur. Où l'espérail-on seulement ? Eh bien, elle est passée comme une lettre à la poste, cette alliance entre l'UDF de Gaudin, le RPR et le Front national. Pour se partager l'exécutif, la séance du 23 mars a été bouclée en deux heures. Et dans la foulée, les régions Midi-Pyrénées et Languedoc-Roussillon : même mouvement de bascule, mêmes alliances.

Alors, où est passé le « Midi rouge » ? Est-ce devenu un « Midi noir » ? Assistons-nous seulement à la radicalisation en bloc des patrons de café et des commerçants ? Ou, au contraire, au passage de l'électorat communiste au Front national ? Pour y voir plus clair, il faut plonger : comparons les scores du Front national dans la région, puis à l'intérieur de Marseille.

A première vue, il y a une unité de la région : de Montpellier à Nice le Front national dépasse 15 % des votes exprimés sur l'ensemble du littoral. Mais des différences apparaissent vite : dans chaque grande ville, le pourcentage de votes Le Pen dépasse de 2 à 5 points celui du département. Ce vote urbain, lui-même, est différencié. Dans le Var, peu ou pas d'immigrés dans des villes comme Hyères ou Saint-Tropez ; en revanche, un poids écrasant des retraités et des commerçants. Cela pourrait rassurer, mais c'est insuffisant. A la Ciotat, ville des chantiers Normed, où une longue tradition communiste existe, c'est le Front national qui devance tous les partis et le PCF traîne derrière le PS !

Deux surprises

Plongeons maintenant dans Marseille ou plutôt dans les deux Marseille. Celle des quartiers sud, qui ont beaucoup voté, quartiers bourgeois où partout la

droite classique, bien implantée, dépasse le Front national. Celle des quartiers nord, quartiers ouvriers, où la gauche frise la majorité, voire la dépasse comme dans le 16^e arrondissement communiste et où Le Pen frôle les 30 %.

Première surprise : l'écart dans les taux d'absentions. Pour un taux moyen d'absentions et de nuls de 25,8 % dans le département, on monte à 30 % à Marseille. Et dans la ville même, cette différence s'accroît aussi. Dans le 8^e arrondissement bourgeois, on s'exprime à 74 %. Dans les 14^e, 15^e, 16^e arrondissements, l'électorat populaire ne s'exprime qu'à 65 %, 68 %. Et dans certains bureaux des grandes cités, à 60 %. Dix points d'écart et plus : c'est le signe d'un

Pourcentage	FRANCE	BOUCHES DU RHONE	MARSEILLE	8 ^e ème ARR. (2)	14 ^e ème ARR. (3)	Cités du 14 ^e ème
Abstention et nuls	25	25,8	30	26	32	35
UDF	40,98	21,9	24,2	36,5	15	13,5
RPR (1)		9,5	7,6	8,8	6	7,6
FN	9,7	22,5	24,3	20,4	29,8	30,9
Divers droite	3,9	3,2	2,1	1,8	2	1,6
TOTAL DROITE	54,58	57,1	58,2	67,5	52,8	53,6
PS	32	25,8	26,2	23	24	24,4
PC	9,8	14	13,2	7	20	19,5

1. L'existence des listes communes rend impossible le détail entre l'UDF et le RPR au niveau national.

2. 8^e arrondissement de Marseille : quartier bourgeois.

3. 14^e arrondissement de Marseille : quartier ouvriers et employés.

4. Cités du 14^e arrondissement : grands ensembles.

désarroi massif de l'électorat populaire, qu'aucune force nouvelle n'a su capter, face à un électorat conservateur mobilisé.

Deuxième surprise : plus le taux d'abstention est élevé, plus le score de Le Pen monte, au détriment de la droite classique. Dans les quartiers nord, l'électorat du Front national est le double de celui de Gaudin et le quintuple de celui du RPR. Et plus on se rapproche du cœur de ces nouvelles cités populaires, plus le Front national progresse. Dans les cités des Flamants, Font verts, Busserine, et Vaissière du 14^e arrondissement, Le Pen atteint 31 %, en moyenne, contre



Je t'aime, moi aussi...

44 % à la gauche (voir tableau).

Il est donc incontestable que Le Pen mord aussi dans l'électorat populaire, là où la crise se manifeste de la façon la plus concentrée.

Une triple crise

Crise de développement. Dans cette ville champignon qui, depuis la guerre, « fait du bâtiment » pour se cacher la perte de ses industries, ce 14^e arrondissement, que nous avons choisi pour exemple, est une création type. Onze mille logements HLM, construits après 1968, locatifs à 90 % enserrant de leur hauteur quelques vieux villages. Vingt-cinq mille actifs, dont pas moins des deux tiers quittant l'arrondissement pour aller au travail. 12 % d'étrangers, le chômage massif d'une jeunesse mar-

côté de la chaîne, la source des emplois publics s'est tarie : le système clanique de recrutement clientélaire, qui a fait la force de Defferre, depuis trente ans, touche à sa fin.

Crise enfin du vote protestataire, incarné depuis le début du siècle par le PCF. Voter communiste a toujours été voter contre les compromis et à Marseille contre l'alliance du PS avec la bourgeoisie locale. Paradoxalement, c'est l'arrivée de la gauche au gouvernement, suivie en 1982 d'une majorité PS, PC, MRG à la mairie de Marseille, qui a été fatale à la fédération du PC. La cogestion de la ville n'a rien changé à l'orientation pratique de Defferre ; elle a en revanche privé le PC de son rôle d'organisateur du vote protestataire. Le désintérêt complet de la jeunesse pour le PC en est un signe évident, la perte de

quatre-vingt mille voix depuis 1981 en est un autre. Marseille n'a pas à être montrée du doigt : les mêmes tendances s'expriment à Roubaix, où le Front national dépasse 20 % ou à Vaux-en-Velin (18 %), près de Lyon. Mais c'est la combinaison de ces trois crises qui peut donner un sens tant à l'abstention qu'au vote Le Pen dans ces cités populaires ; une façon comme une autre d'exprimer un sentiment d'exclusion, d'exaspération devant l'échec. Des électeurs qui, dès lors, ne se convaincront pas à coups d'explications faciles et que le mouvement ouvrier devra reconquérir pas à pas.

Crise d'un modèle de gestion municipale, ensuite. La population est mouvante, non insérée dans le tissu associatif traditionnel, peu sensible aux appâts des élus municipaux. De l'autre

Patrick Ming

COURRIER DES LECTEURS

Sortie du placard

Je ne peux qu'être en désaccord avec l'article « SIDA, une chance pour l'homosexualité ? » selon lequel le SIDA va « dissoudre les frontières d'un ghetto tourné sur lui-même et entraîner la réintégration des pratiques homosexuelles dans la société ». La preuve en serait fournie par les pratiques homosexuelles « du Sud », justement moins ghettoïsées et donc moins porteuses de SIDA et par le fait que « le SIDA est le premier thème évoquant l'homosexualité qui provoque de tels engagements (tels que ceux de S. Veil ou L. Fabius). »

C'est faux et dangereux. Faux parce que les engagements des hommes politiques sont plus anciens. (...) De plus, l'opposition Nord-Sud est moins évidente qu'il n'y paraît (...) Si le SIDA est moins présent en Italie, n'est-ce pas tout simplement parce que la « route du virus » passe plus par des axes New-York-Paris ou Belgique-Zaïre (ex-Congo belge), que par Rome-New York, moins fréquenté pour des raisons historiques et culturelles ? (...)

Ces positions aboutissent à la conclusion qu'on peut en finir avec la période de « l'affirmation gay » et donc de la construction d'un mouvement autonome.

On sait bien que si des dirigeants politiques ont pris position (et bien avant le SIDA), c'est parce qu'un puissant mouvement d'affirmation, de « sortie du placard », de construction de groupes militants ont produit une « visibilité sociale » de l'homosexualité, obligeant chacun à s'exprimer. Certes, l'effet pervers de cette revendication d'identité a été, dans certains cas, le repli vers une « contre-société » coupée du reste du monde. Mais il faut savoir accepter ces conséquences (en les combattant) au lieu de conclure que « les homosexuels des pays du Nord ont perdu toute fonction sociale » ou que la bisexualité va se développer (avec une connotation de valorisation positive sous la plume d'Andréa).

Jean Boyer

UNE RECONQUETE SEMEE D'EMBUCHES

A l'issue du 16 mars, la direction de la CGT revient sur l'état de la confédération. Et elle expérimente une nouvelle thérapeutique.

La direction confédérale de la CGT est contrainte de revenir sur l'état réel de l'organisation syndicale, car le 42^e Congrès de novembre 1985 n'avait soigneusement rien réglé. Equilibre fragile autour d'un document d'orientation, rédigé pour ne prendre aucune des coordonnées d'une situation marquée par le crépuscule de la gauche, les assises nationales restaient suspendues au-dessus des tâches syndicales et de la santé de la confédération.

Le rapport du secrétaire à l'organisation, Michel Warcholak, présenté à la commission exécutive confédérale du 5 mars 1986, puis repris à celle du début avril veut, par le biais du thème de la « syndicalisation », régler à la fois des

problèmes d'influence ou d'effectifs de la centrale et les problèmes d'orientation syndicale ou politique dans la nouvelle situation. Une manière bien particulière de poser le débat.

Les maux de l'union

L'intention du rapporteur était nette. Il fallait démontrer que tous les maux de la CGT remontent à la « période 1972-1974 », celle de la signature du Programme commun auquel la confédération apportait son soutien. Assez naturellement en somme, le 40^e Congrès, congrès tabou, de décembre 1978, revient à l'honneur, puisqu'il fut celui de l'absorption par la CGT de la rupture de l'Union de

la gauche. Ce retour est limité au même besoin de la démonstration : tous les maux viennent de l'Union de la gauche, thèse amplement développée au XXV^e Congrès du PCF en février 1985. Michel Warcholak cite une des phrases-clés du congrès de 1978, en forme d'autocritique : « Il est arrivé trop souvent que le Programme commun des partis de gauche éclipse le programme de la CGT. »

Les conclusions tirées par M. Warcholak sont tout autres que celles des assises de l'époque. Pour le secrétaire confédéral, « N'avons-nous pas pendant trop longtemps privilégié une activité tournée vers l'extérieur de l'entreprise, entretenu l'idée que le syndicat était conçu essentiellement pour de grands objectifs à l'échelle de la société, mais au détriment du travail quotidien, terre à terre, sans lequel aucune réelle perspective d'ensemble ne peut prendre corps. »

Ainsi, le repli apolitique de la CGT se prépare, centré sur un syndicalisme revendicatif, au quotidien, à l'entreprise. La leçon de l'échec de l'Union de la gauche implique une négation

de tout débouché politique, même à terme et un refus d'envisager toute perspective de changement favorable aux travailleurs.

Les conclusions du 40^e Congrès, référence à la rupture de l'union ; reposaient sur trois objectifs différents. Le document d'orientation, adopté alors, affirmait qu'« il n'y a pas d'autre issue que le changement réel de société. » Pour cela, le congrès affirmait « que le changement nécessite : de remettre à la nation les leviers économiques essentiels permettant d'engager une politique sociale vraiment nouvelle (...) d'aboutir démocratiquement à la constitution d'un gouvernement décidé à mettre en œuvre les réformes nécessaires, sans crainte de s'en prendre au pouvoir et aux intérêts du capital... de susciter un mouvement populaire de masse animé de cette exigence et garant du changement réel ». Telle était l'orientation de l'époque, jamais appliquée, puisque jamais le mouvement populaire, garant des changements, n'a été organisé.

L'opération vérité sur l'état de la confédération se déroule alors comme un discours à double sens. Une

série d'affirmations sur le syndicalisme CGT sonnent juste, elles contiennent en même temps l'option du repli syndicaliste, l'idée implicite que le salut de la CGT réside dans une prise de distance avec toute orientation politique partisane et dans l'occultation de la situation politique elle-même.

L'heure du repli

Constat juste, « l'influence de la CGT a régressé de 4 à 10 % et plus selon les secteurs et cela sur une période de quinze ans environ ». Pourquoi une telle perte d'influence ? La réponse officielle est celle de Grenoble : la stratégie de l'Union de la gauche emporta la CGT vers une démarche hors de l'entreprise, qui lui fit perdre pied devant les travailleurs dans son travail élémentaire d'organisation syndicale.

La thérapeutique que la direction se propose d'administrer à la CGT est celle de la reconquête : « Le terme de reconquête n'est donc pas une clause de style, il est bien notre problème et constitue notre objectif. » Reconquérir quoi exactement ? Eh bien, la CGT elle-même ! La réflexion sur la perte d'influence de la CGT ne porte pas sur son

Les lendemains qui déchantent...

CRISE CONTRE CRISE

La CGT s'est singulièrement effacée, à l'unisson, d'ailleurs de l'ensemble du mouvement syndical, la veille du 16 mars. Son unique réaction, le 18 mars un laconique communiqué de presse, ne prononce pas le mot « droite » et évite soigneusement de parler de la gauche. Un cours apolitique est-il à l'œuvre ?

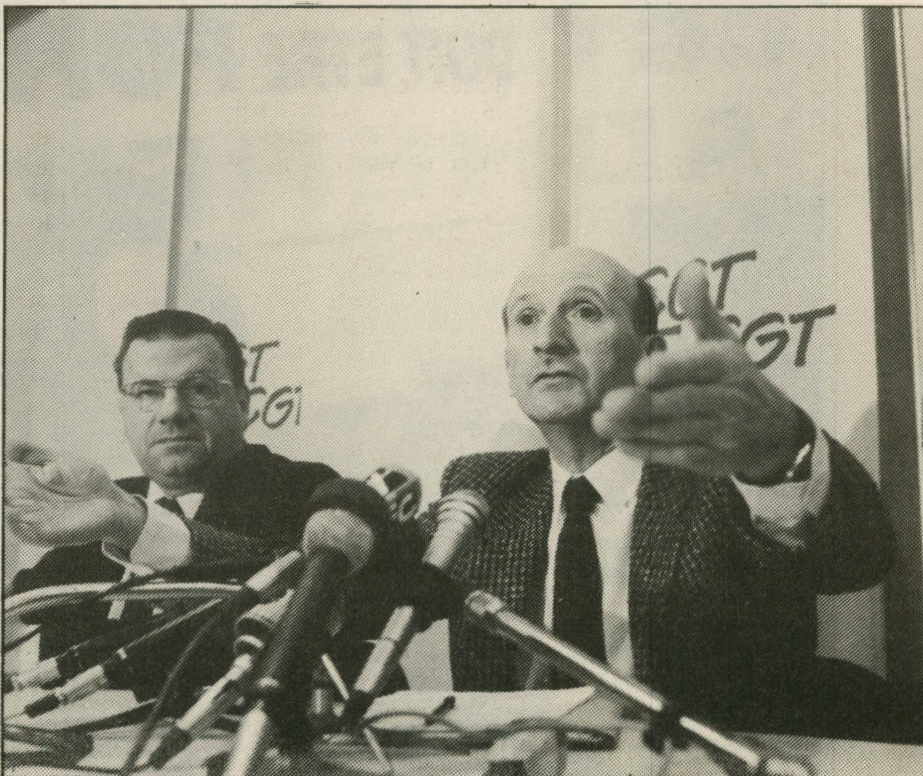
La centrale de Montreuil doit endiguer une perte d'influence qu'elle reconnaît elle-même spectaculairement. Elle cherche, pour cela, à résoudre une équation à plusieurs inconnues : comment échapper aux effets les plus violents de la crise du PCF sans provoquer, dans ses propres rangs, un débat sur les bilans et les perspectives, tout en prenant en compte la rupture de l'Union de la gauche et en escamotant toute perspective de débouché politique. Dès lors, l'orientation

cégétiste doit naviguer entre plusieurs écueils, puisque, selon les communistes, il n'y a pas de perspective politique, il ne s'agit pas de se livrer à un second tour social qui ne manquerait pas d'avoir d'immédiates répercussions politiques. Mais en même temps, il faut à la CGT recouvrer un label syndical revendicatif et exploiter le fait que FO et la CFDT penchent vers l'insertion dans la cohabitation. Comment paraître revendicatif, reconquérir une autorité perdue auprès de nombreux travailleurs sans provoquer de fâcheuses embardées sociales pas forcément maîtrisables. A cette question, le secrétaire confédéral à l'organisation, Michel Warcholak, apporte une réponse (voir ci-contre). La CGT doit s'examiner soigneusement pour retrouver le chemin des cahiers de doléance, des

revendications du personnel, tout en évitant, face à la droite, toute intervention autre que syndicale. Au comité confédéral de fin avril 1986 d'établir la démarche revendicative concrète, reposant sur l'effort des fédérations pour remettre au goût du jour une démarche syndicale sobre, décentralisée, mais combative. Ainsi, une désynchronisation s'opérerait entre la crise d'un PCF en proie à une contestation interne publique et une CGT se réappropriant une démarche syndicale « pure ». Le direction confédérale prend des distances formelles à l'égard du PCF et se fait le chantre de l'autonomie de la question syndicale. Ce faisant, elle espère notamment contourner les clivages politiques que partagent en son sein même les militants communistes.

Jean Lantier

Krasucki et Warcholak, les tenants de la reconquête.



Les lendemains qui déchantent...

► insertion dans la vie sociale et politique ou dans un bilan de ses réponses et de son attitude à l'égard du gouvernement de gauche, mais strictement sur sa propre pratique.

« Nous assistons à un phénomène qui pourrait conduire la CGT à une situation de mouvement d'influence au détriment de force organisée si nous n'y prenons pas garde. » L'écart entre les votes et les adhérents, la pratique syndicale deviennent dès lors l'objet de toutes les attentions, pour ne plus porter le moindre intérêt à l'orientation de la CGT, à l'adéquation de sa tactique syndicale avec les besoins des travailleurs.

Un vaste mouvement de retour aux sources se dessine, un « intégrisme CGT » revient à l'honneur : « Nous ne sommes pas un bureau d'études, de prêt-à-porter de solutions économiques, de remèdes politiques mis à la disposition des salariés, des entreprises, des ministères ou des partis... », explique le secrétaire confédéral, revenant soudain sur une CGT, force de proposition et de gestion.

Le signal est donné pour un retour sur bien des véri-

tés forgées dans la dernière période. Michel Warcholak parle de « perte de savoir-faire » cégétiste à l'entreprise. L'effort confédéral pour le prélèvement automatique des cotisations se retourne comme un élément culpabilisant contre une base qui devait le réaliser.

Le pouvoir à la direction

Cette reconquête n'est pas un vain mot. Ce que le bureau confédéral entreprend, c'est une vaste visite à toutes les unions locales, pour conjurer la catastrophe imminente : « Les règlements de cotisations accusent un réel retard et créent dès maintenant une situation critique. » « Pire, indique Michel Warcholak, ce que nous appelons les rétentions de fonds par le non-versement ou le reversement partiel des ristournes dues aux diverses instances, sont connues de longue date, mais elles étaient demeurées dans des proportions limitées. Or, il se produit une banalisation de cette pratique... »

La recentralisation de la CGT passe par la modéra-

tion de l'accent mis sur les nouvelles couches salariées et les forces centrifuges qu'elles exercent sur le syndicalisme ouvrier CGT : « Il est peut-être grand-temps de ranger l'expression "catégories nouvelles" au rayon des accessoires, l'évolution de la composition du salariat n'est certes jamais figée mais les grandes mutations se sont déjà produites. »

Centralisme, une obsession ? Certainement, quand le rapporteur insiste à la fois sur l'idée que « l'expression de "mouvement syndical" est tout à fait impropre à la CGT. Nous sommes une organisation. Ce n'est pas la même chose... » Quant au fédéralisme, il ne faudrait pas oublier que « la confédération » [entendez la direction confédérale] en est un élément constitutif, tant par les statuts que par la nécessité du combat ».

Pour qui connaît la CGT, ce rappel aux statuts fait référence à un rappel à l'ordre concernant les multiples prises de distance des organismes confédérés à l'égard de la trésorerie, du matériel national, des réunions centrales. La défiance à l'égard de la direction centrale est désignée comme la cible.

Jean Lantier

Derrière l'appel au renforcement de la confédération, la volonté de briser la défiance à l'égard de la direction.



« N'avons-nous pas pendant trop longtemps entretenu l'idée que le syndicat était conçu essentiellement pour de grands objectifs ? »

DES CHIFFRES ELOQUENTS

Les statistiques du nombre de jours de grève et les résultats des élections de délégués du personnel donnent une image intéressante de la réalité cégétiste.

Selon une étude livrée au Monde du 4 mars par Jacques Kergoat, le nombre de conflits entre juin 1984 et juin 1985 a chuté de 33,2 %, ce qui situe le nombre de jours de grève sous quelque forme que ce soit à un niveau plancher record. Six fois moins de journées de grèves en dix ans, telle est la conclusion de l'étude.

Du point de vue de la CGT, apparaît une réalité chiffrée qui en dit long sur les intentions de la centrale. Dans cette faible somme de conflits, 44,4 % sont déclenchés par la CGT et, si l'on raisonne par journées de grève, la CGT est à l'origine de 56,5 % d'entre elles. Sa capacité d'entraînement se divise en trois tiers sensiblement égaux : le taux de

participation à l'initiative syndicale CGT dans 32,8 % des cas entraîne moins d'un tiers du personnel, entre un tiers et deux tiers dans 34,8 % des cas, plus de deux tiers du personnel dans 32,4 % des conflits.

Dans nombre d'entreprises du secteur privé, l'écart creusé entre la CGT et les autres centrales dans la tactique revendicative entraîne un gain électoral sensible. Peugeot-Sochaux, Renault-Billancourt, Snecma-Villaroche, Gennevilliers et Suresnes, Dassault-Toulouse etc. autant d'exemples qui, s'ils ne peuvent être généralisés, indiquent une capacité à regagner le terrain perdu. Ces résultats significatifs sont loin d'indiquer une remontée linéaire affectant tous les secteurs. Les résul-

tats des élections aux PTT, à la RATP, dans la fonction publique nationale, expriment une érosion continue de la confédération.

Les résultats globaux des élections des délégués du personnel en 1985 restituent une image nationale plus exacte de l'influence électorale cégétiste (voir le tableau ci-contre). En revanche, la tactique des actions locales combatives, payante dans une somme d'entreprises importantes du secteur privé dans lesquelles les conflits ne se déroulent pas le dos au mur, va certainement s'étendre à d'autres secteurs afin qu'ils tentent une remontée globale, en vue de l'échéance syndicale majeure de 1987, les élections prud'homales.

Paul Carebière

Appartenance syndicale : Les 308 000 délégués titulaires et suppléants de 1985 (+ 9 % sur 1979 : 282 000) se répartissent comme suit :

Taille des établissements	Appartenance syndicale en %						
	CGT	CFDT	CFTC	CGT-FO	CGC	Autres syndicats	Non syndiqués
11 à 49 salariés	12,5	7,8	1,2	5,6	1,9	2,2	68,8
50 à 99 salariés	20,6	16,4	2,4	9,4	3,3	2,7	45,1
100 à 199 salariés	31,2	18,6	3,3	12,4	5,0	3,9	25,5
200 à 499 salariés	37,0	20,5	3,6	13,7	8,0	4,5	12,6
500 à 999 salariés	36,7	23,9	3,3	14,6	11,4	5,0	5,2
1 000 salariés et +	35,5	25,3	4,1	14,9	12,2	5,8	2,4
Ensemble	24,8	15,5	2,5	10,1	5,1	3,4	38,5

(Source : Service des études de la statistique, ministère du Travail, « Premières informations », n° 1, février 1986).

POUR MARTINE TOULOTTE

L'INJUSTICE A TROP DURÉ !

Bien que son dossier ne le justifie nullement, notre camarade grenobloise est toujours en détention. Il faut tout faire pour mettre un terme à son embastillement.

Cela fera bientôt deux mois que Martine Toulotte, urbaniste et adhérente de la LCR grenobloise, est incarcérée à la prison de Fleury-Mé-

rois. Elle est membre de la CGT nationale du syndicat CGT des agences d'urbanisme.

L'innocence de Martine

Qui peut croire qu'une telle personnalité puisse avoir partie liée avec une organisation terroriste ? Membre de la LCR, Martine partage totalement ses positions sur cette question. Notre organisation a toujours condamné des actes qui se substituent à l'action de masse. Et elle réproche sans réserves les violences qui visent aveuglément des populations et deviennent, de plus en plus, les armes de certains États.

De surcroît, les faits incriminés remontent à une période où les membres présumés des FARL circulaient librement à Grenoble et n'étaient soupçonnés d'aucune des actions pour lesquelles ils sont à présent poursuivis. Martine ne s'est jamais soustraite aux investigations de la police et de la justice. C'est ainsi qu'il y a un an, elle avait été interrogée sur le même dossier par Mlle Kleinemann, juge d'instruction à Lyon. A l'époque, ses réponses avaient dû être jugées suffisantes pour que rien ne soit retenu contre elle.

gis. La justice lui reproche d'avoir hébergé des membres présumés des Fractions armées révolutionnaires libanaises (FARL) et plus particulièrement celui qui serait leur leader, Georges Ibrahim Abdallah.

Pour celles et ceux qui connaissent notre camarade, son inculpation de «*recel de malfaiteurs*» est incompréhensible. Née dans la région, elle y milite depuis une vingtaine d'années. Elle a été de tous les combats pour la dignité et la libération des peuples. Elle a participé, en particulier à travers le mouvement des femmes, à toutes les luttes pour conquérir de nouveaux espaces de liberté. Quant à ses collègues de travail, ils ont toujours pu compter sur la militante syndicale, sur celle que son dévouement a fait désigner comme secré-

taire nationale du syndicat CGT des agences d'urbanisme. Alors pourquoi ne pas écouter ses protestations d'innocence ? Pourquoi ne pas entendre les requêtes qui viennent des milieux les plus divers et de toutes les sensibilités de la gauche locale (PCF, PS, PSU, CFDT, CGT, LO, anti-impérialistes, écologistes, etc.) ? Des centaines de Grenoblois ont déjà demandé la libération de Martine : «*Nous ne comprenons pas en quoi son incarcération est nécessaire au travail de la justice.*»

Une inquiétude légitime

Disons-le franchement, l'obstination des services de police comme les lenteurs de la procédure ont de quoi inquiéter. La droite est revenue aux affaires. Elle n'a rien eu de plus pressé que d'«*épurer*» les instances de la Chancellerie et de la place Beauvau. Des hommes du SAC, des proches de l'extrême droite, des tenants de l'idéologie sécuritaire reviennent en force aux leviers de commande. Des plans «*antiterroristes*» fleurissent et risquent d'aboutir au développement de procédures d'exception.

Martine deviendrait-elle, dans ce contexte, un otage du nouveau pouvoir ? Sa détention présagerait-elle une volonté de pratiquer les amalgames, voire de criminaliser ceux qui se consacrent, comme elle, à la solidarité internationale ? Ces questions sont suffisamment graves pour être publiquement posées. D'autant que les «*fuites*» survenues dans la presse au moment de son interpellation ne peuvent qu'évoquer une machination.

Avec les amis de Martine, avec le collectif de défense de Grenoble, nous avons espéré, plusieurs semaines durant, que justice serait rapidement rendue. Le rejet, par le juge d'instruction Boulouque, de la demande de mise en liberté déposée par son avocat

UNANIMES POUR MARTINE

Voici en quels termes, dans un de ses récents numéros, *Murs, Murs*, revue d'urbanisme à grand tirage, trace le portrait de notre camarade : «*Pour cette mère de famille de quarante-cinq ans, sociologue, le chiffre trois représente trois enfants, mais aussi trois villes situées en banlieue grenobloise : Echirolles, Saint-Martin-d'Hyères et Pont-de-Clays. Son tour de force ? Réunir, à deux reprises l'année dernière, les différents représentants de ces communes. Une occasion de confronter leurs problèmes de logement, de chômage des jeunes, etc.*»

Dans sa livraison de mars, *Grenoble mensuel*, organe de la mairie RPR du chef-lieu de l'Isère écrit : «*Beaucoup de choses ont été racontées sur Martine Toulotte suite à son incarcération. Mais les Grenoblois la connaissent, l'image de cette femme de quarante-trois ans n'a pas changé. Elle reste celle d'une personne d'un dynamisme et d'une ouverture sur les autres exceptionnels, que ce soit dans son travail à l'agence d'urbanisme de Grenoble, où elle assurait la jonction entre les différentes mairies de l'agglomération sur des problèmes locaux ou dans sa vie militante où elle se*

battait pour les causes perdues. Martine Toulotte a toujours été une femme sportive, accueillante, avec un sens de l'humour apprécié de tous. »

Le Centre d'information interpeuple de Grenoble consacre l'éditorial de son bulletin du mois d'avril à l'«*affaire*» Toulotte : «*Il s'agit là d'un amalgame extrêmement inquiétant. Vous hébergez éventuellement quelqu'un ou on vous a vu discuter avec lui, voyager dans le même wagon : vous êtes forcément complice, c'est donc la preuve que vous êtes d'accord avec ses idées et ses actes. Il va falloir maintenant demander la carte d'identité et le curriculum vitae de qui on héberge. C'est d'autant plus aberrant dans le cas de Martine Toulotte, qu'il n'y a absolument aucun élément sérieux ! Voilà où peut mener la psychose sécuritaire : la chasse aux sorcières et des atteintes de plus en plus nombreuses aux libertés, comme dans les «*années de plomb*» qu'a connues la RFA, dans la période 1976-1978... »*

On le voit, de ses collègues urbanistes jusqu'à la municipalité chiraquienne, en passant par les anti-impérialistes de la ville, tous s'accordent sur les qualités de notre amie.

nous conduit à passer maintenant à la vitesse supérieure.

C'est à une campagne nationale que nous appelons tous les démocrates, toutes les organisations ouvrières. Il faut que se développe la pression maximale, afin que cesse cette intolérable détention. Partout, fai-

tes signer la pétition du collectif grenoblois. De tous les points de France, envoyez motions et télégrammes de protestation au Procureur de la République de Paris. Il n'y a plus un instant à perdre. Il en va de la plus élémentaire démocratie.

Christian Picquet

Collectif de défense de Martine Toulotte, Maison des associations, 2, rue Berthe-de-Boissieux, Boite 309, 38 000 Grenoble.

Soutien financier à libeller à Jacques Fourrier. CCP n° 158 973 E. Grenoble.

M^r Jeol, Procureur de la République de Paris, 4, boulevard du Palais, 75004 Paris.

Ecrivez à Martine ! Martine Toulotte, numéro d'écrou 16 891 K, Maison d'arrêt de Fleury-Mérogis, 91 700 Sainte-Geneviève-des-Bois.

2, 3 et 4 mai 1986

Vlème congrès des JCR

DE 19 A 24 HEURES
SAMEDI 3 MAI



CONCERT A la Mutualité
CONTRE L'APARTHEID

PAS DE DEVALUATION POUR LA SOUSCRIPTION



Ne faites pas comme eux. Investissez dans des valeurs sûres.

Pour faire face à la nouvelle situation, nous ne pouvons pas nous permettre de nous endetter. Aidez-nous à équilibrer nos comptes et passons à autre chose !

La Rochelle	CEA	200	Télécom-Sud	100	Militant PTT	150
Souscription	S.A. 91	500	PTT-Montparnasse	3	Militant	10 000
Montbéliard	SNECMA Corbeil	60	A.P.	100	Impôts	50
Ville	CGA	450	Instits	600	PTT	10
Ouvrier Peugeot	Dunkerque		BNP	710	Arles	
Hôpital	Meeting Krivine	101	PTT-10	300	« Les deux voix	
Vesoul	Jean-Louis P.	50	Journalistes	350	de l'hôpital »	500
Yves	Roger		Halles-aux-vins	750	Individuels	
Militant CGT	de St-Pol-sur-Mer	60	Cuvier	400	F. B.	100
Ouvrier Peugeot	Nancy		EDF	350	M. J.	100
Grenoble	Divers	30	EDF, Marcel	330	Jean-Pierre,	
Martine	Fête du 1 ^{er} mars	360	CAF	40	un chômeur	20
Michel et Lucette	Souscription	250	Blanqui	500	Pour un véritable parti	
Bernard MG	Agen		SETE, Impôts	60	révolutionnaire	100
« Les copains du boulot »	Souscription	1 300	SNCF, Thérèse : « Parce		F. D.	60
Roselyne	Fédé 75		que les socialistes ont fait		B. J-P	2 000
007 pour l'Alternative 150	Crédit Foncier	15	des conneries »	50	Un chercheur pour l'unité	
Fédé 91-77	CIC	100	« Pour le retour de la		LCR, LO, MPPT	100
Les Ulis	Yvonne, CIC	200	grande aventure »	400	Total	
Meeting Evry	Cie Bancaire	300	Laurent	50	du jour	30 644,85
Ecole normale 91	Tombola	520	François qui vote écolo		Total	
J-P. Lemée	CCP	800	et PC parce que à la gauche		précédent	1 763 659,40
Melun	DRE	120	de la gauche, on est pas		Nouveau	
			foutu de s'unir	50	total	1 794 304,25
			Luc	200		
			EDF	840		
			Affaires sociales	357	Détails de la fédé 78	
			A.P.	860	du 27 mars	
			CCP	50	Jean-Luc	200
			Presse	1 150	Jean-Pierre	150
			Cie bancaire	100	Michel : « Arrêter de militer	
			BNP	80	ça ne paye pas »	100
			RATP	50	Françoise	100
			SNCF	200	Christine	500

EDITORIAL DES FEUILLES D'ENTREPRISES

Chirac part en guerre contre les salaires

Il n'a pas fallu attendre longtemps pour que le gouvernement Chirac ajuste le tir contre les salariés. Trois semaines après l'élection du 16 mars, la guerre contre le pouvoir d'achat et les salaires est déjà déclenchée. Le tripatouillage monétaire revient en fait à ça. Balladur, le super-ministre de Chirac, ne s'est pas embarrassé de philosophie pour parler de « sévérité ». Sévérité ? C'est une formule de droite pour dire austérité avec plus de fermeté.

La dévaluation, c'est la guerre contre les salaires

Les grandes manœuvres monétaires aboutissent à un résultat brut et brutal : les salaires sont verrouillés pendant que les prix sont libérés. Aux fonctionnaires, aux travailleurs du public, Chirac promet que les salaires n'augmenteront pas. Bien entendu, le message vaut pour le privé, dont les patrons se feront un plaisir de suivre le conseil venu du gouvernement.

Ainsi la plupart des prix sont désormais libres, soumis à l'arbitraire patronal, sauf quelques-uns qui suivront rapidement. La fonction et le secteur publics trinqueront. Cette fois, ni négociation, ni clause de rattrapage, de la bonne et belle austérité. Car le terrain de l'affrontement social est désigné : haro sur les salaires. Ce sera 0 % pour 1986 !

La dévaluation, c'est un coup de pouce aux spéculateurs

L'indécence n'a jamais gêné la droite. Son parti, c'est franchement celui du capital et sa politique s'aligne

là-dessus. Pendant plusieurs jours avant la dévaluation, les spéculateurs ont pu acheter des marks allemands et les revendre après au prix fort.

Il y a mieux : la dévaluation s'accompagne de mesures d'amnistie pour les capitaux évadés. Les douanes et le fisc devront fermer les yeux devant le subit rapatriement de l'argent évadé quand la gauche était au pouvoir.

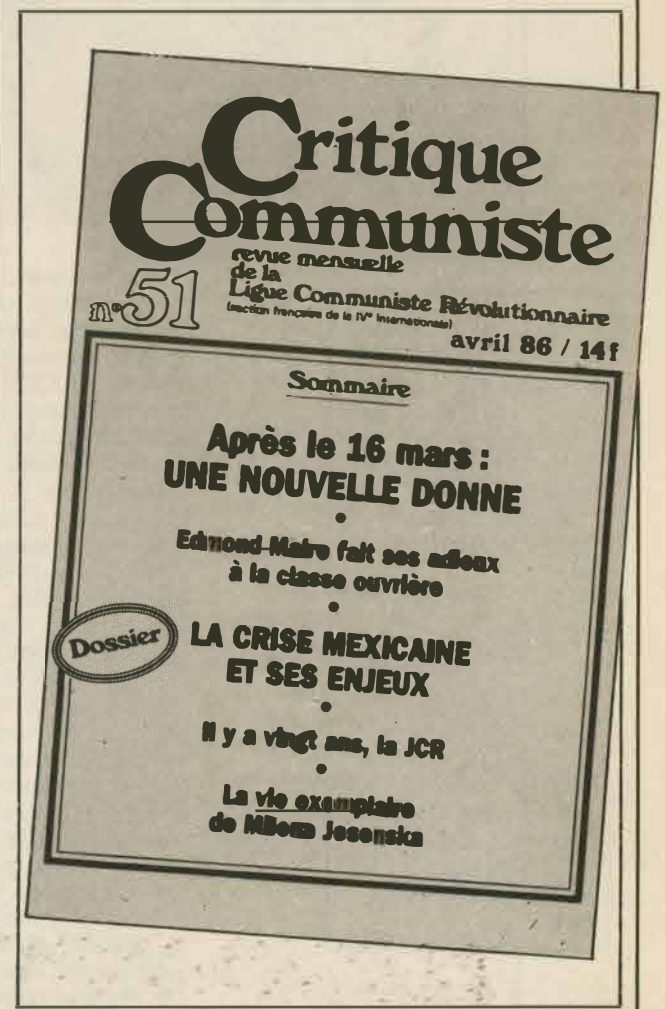
Pour bien faire comprendre au compte de qui Chirac et Balladur gouvernent, ils assurent à la circulation des capitaux une liberté totale. Ces messieurs de la finance en roucoulent d'aise. Ah, les juteuses combinaisons internationales en perspective...

L'Europe capitaliste a d'ailleurs fait plaisir à Chirac pour ça : je te donne le feu vert pour la dévaluation, en échange, laisse-moi investir en France. Mais comment donc, a répondu Chirac. Voilà pourquoi nos salaires seront bloqués.

Défendons nos salaires !

L'attaque est massive et touchera tout le monde, à commencer par les travailleurs du public. Qu'on ne se mette pas à douter. Chirac n'échange pas la baisse du pouvoir d'achat contre la création d'emplois, il s'attaquera aussi à l'emploi. Et après, il s'en prendra à la Sécurité sociale.

Alors, résister aujourd'hui sur les salaires, c'est commencer à retrouver le chemin de la seule arme efficace, la lutte collective pour se défendre pied à pied. Oui, il faut se battre pour une progression des salaires équivalente à la hausse des prix, pour le rattrapage intégral des pertes précédentes. Relevons le défi de Chirac.



1961-1986 : les hommes vont dans l'espace, marchent sur la Lune, veulent construire des stations orbitales, lancent des missiles. Revenons sur ces vingt-cinq années de conquête spatiale.

Le 12 avril 1961, près de Tyuratam dans les steppes du Kazakhstan, le premier homme partait pour l'espace. A bord de Vostok I, vaisseau spatial de 4,7 tonnes, Youri Gagarine accomplit une révolution complète autour de la Terre en un peu moins de 90 mn avant de revenir se poser sur le sol soviétique, sain et sauf.

dix-sept fois le tour de la Terre.

Le premier astronaute américain digne de ce nom (il suffit en effet pour prétendre au titre d'astronaute aux USA de dépasser l'altitude de quatre-vingts kilomètres) fut John Glenn. Le 20 février 1962, plus de dix mois après Y. Gagarine, il faisait trois fois le tour du globe en un peu moins de cinq heures. L'Amérique



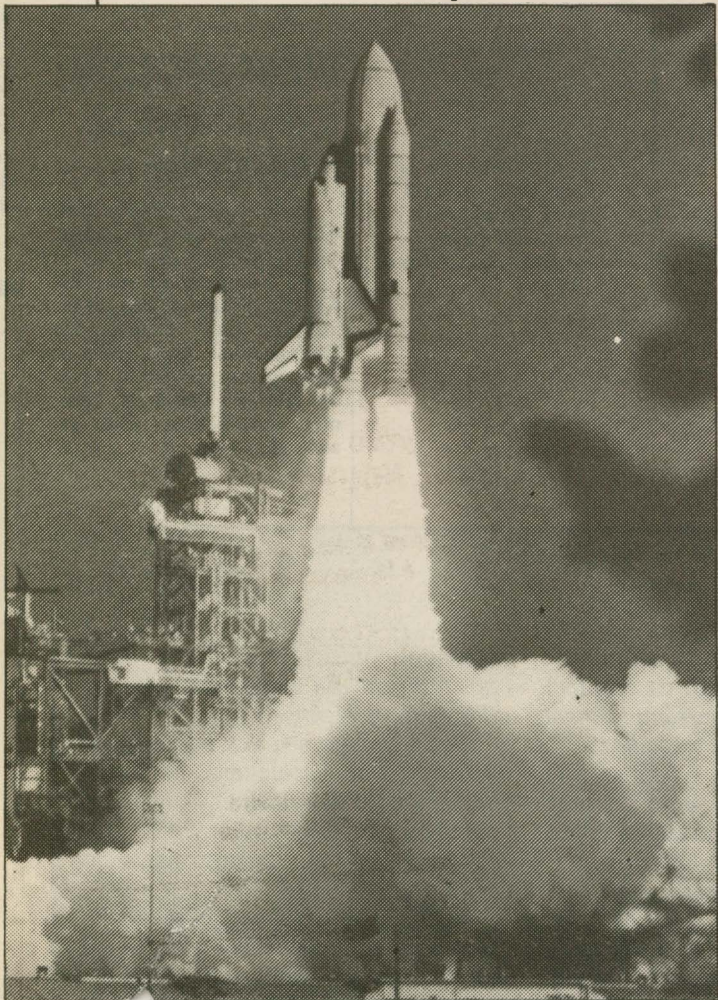
Juin 1963 : Valentina Tereshkova, la première femme à aller dans l'espace. Il faudra attendre 1983 pour qu'une deuxième femme prenne le chemin des étoiles.

LE PREMIER HOMME DANS L'ESPACE

L'événement était d'importance, scientifiquement et politiquement. Après avoir, trois ans et demi auparavant, placé le premier satellite artificiel en orbite, l'Union soviétique confirmait de manière évidente l'avance technologique qu'elle possédait sur les USA dans le domaine de l'astronautique naissante.

D'ailleurs, le second être humain dans l'espace fut encore soviétique : il y restera vingt-cinq heures et fit

12 avril 1981, 7 heures du matin : la navette spatiale Columbia s'élève.



humiliée avait enfin son héros et lui fit un triomphe ! C'est que la course à l'espace, et à la lune, venait officiellement d'être lancée.

« Nouvelle frontière » et realpolitik

Le 25 mai 1961, dans son message au Congrès sur l'état de l'Union, J. F. Kennedy avait déclaré : « *Je crois que cette nation se doit de réussir, avant que cette décennie ne s'achève, à faire atterrir un homme sur la Lune et à la ramener sain et sauf vers la Terre.* »

Le programme Appollo était lancé. Les cabines Mercury, puis Gemini, permirent d'abord aux astronautes de se familiariser avec les manœuvres spatiales. Un gros lanceur, la fusée Saturn V, était construite. Enfin, après une quinzaine de vols préparatoires, le 20 juillet 1969, Armstrong marchait sur la Lune. Le pari était gagné, les USA avaient reconquis leur prestige de première puissance mondiale. Après cinq missions Appollo sur la Lune, le programme sera interrompu fin 1972.

C'est que la realpolitik avait ses impératifs : repousser les frontières US au-delà de la Lune n'était pas nécessaire ; par contre, la guerre du Vietnam coûtait cher, et l'enthousiasme scientifique consécutif aux missions Appollo ne pesa pas lourd. Du programme ambitieux de construction d'une station orbitale autour de la Terre décidé en 1969, il ne subsista que deux projets qui devaient être complémentaires : celui du laboratoire spatial Skylab et celui de la navette.

La désynchronisation entre les deux projets a fait reconvertir la navette en lanceur de satellites malgré ses possibilités limitées dans ce domaine. En conséquence, 1986 devait être l'année de la mise au rencard de tous les lanceurs de la NASA.

L'astronautique soviétique a de son côté connu un développement beaucoup plus constant. Il ne semble pas que l'URSS ait eu l'intention de se lancer elle aussi dans une conquête de la Lune.

Par contre, son programme spatial s'attache à la constitution progressive d'une station orbitale autour de la Terre, ainsi qu'au développement de séjours de plus en plus longs de ses cosmonautes dans l'espace, et ce depuis le début des années soixante. Ainsi, en 1982, deux cosmonautes soviétiques passèrent 237 jours consécutifs (huit mois !) à bord de leur laboratoire spatial Saliout. L'un d'eux y passa de nouveau cent-deux jours l'été dernier. Ces longs séjours sont rendus possibles par les progrès de la médecine spatiale et par la mise au point d'un petit cargo ravitailleur entièrement automatique.

Les militaires et l'espace

Bien que n'étant pas à l'origine de l'astronautique, ce sont eux qui ont permis son développement industriel. En effet, 97 % de l'ensemble des lanceurs ont été construits à partir des missiles intercontinentaux. Les 3 % de fusées restantes sont de deux types : la fusée Saturn V et la série des fu-

sées Ariane conçue dans un but uniquement commercial.

On comprend ainsi aisément le poids acquis par les militaires dans le domaine spatial. Les satellites militaires représentent approximativement la moitié des satellites mis en orbite. Leurs fonctions sont diverses mais concernent principalement la surveillance, les communications entre les différentes composantes des forces armées, un moyen de positionnement extrêmement précis sur terre, sur mer ou dans l'air. Leur rôle est tellement important pour les stratégies militaires que leur destruction serait vitale dans le cadre d'un conflit armé.

Vingt-cinq d'exploration pour quoi ?

C'est pourquoi les satellites antisatellites équipés de lasers, des satellites en protégeant d'autres, et surtout une navette spatiale permettant d'effectuer la maintenance de ces armes et leur réparation dans l'espace, forment un projet cohérent appelé par Reagan « guerre des étoiles ». Sur les quatre navettes US, une était réservée au Pentagone, tandis que sur les trente vols de 1981 à fin 1985, dix étaient strictement militaires.

Bien que les sondes planétaires ne représentent que 0,5 % du budget de la NASA pour 1986¹, ce sont d'elles que vinrent rapidement les premières découvertes concernant l'astrophysique : en 1958, les ceintures de radiations de Van Allen autour de la Terre, puis le vent solaire, les

rayons cosmiques et enfin les trous noirs ou les quasars². L'aspect le plus spectaculaire de ces découvertes se rapporte aux visites *in situ* de sondes aux planètes ou satellites de notre système solaire : octobre 1959, premières photos de la face cachée de la Lune ; début 1965, premières photos de mars ; 1973, premières images rapprochées de Jupiter... puis de Saturne. Enfin, il y a quelques mois, découverte par une sonde d'anneaux autour d'Uranus et de dix nouveaux satellites de cette planète !

Mais les découvertes qui ont les conséquences les plus concrètes ont été faites avec les premiers hommes dans l'espace : lieu idéal d'observation de la Terre.

Depuis existe par exemple un réseau de satellites Landsat dont la principale fonction est la surveillance des cultures, la prévision des récoltes, la prévention des maladies qui peuvent les décimer. Dans le cadre d'une autre organisation sociale, un tel outil permettrait de résoudre le problème de la faim au Sahel. Les autres applications spatiales les plus connues concernent la météorologie et les télécommunications : ces satellites sont maintenant irremplaçables.

Sylvain Lassere

1. Le reste se décompose essentiellement entre le budget de fonctionnement de la NASA et les crédits au programme de navettes spatiales.
2. L'explosion de la navette Challenger et l'arrêt du programme de navettes américain n'ont pas permis le lancement d'un télescope spatial dont on attendait d'importantes découvertes astronomiques.

COURTS...



... METRAGES

VATICAN :
ON RECUPERE

Le Vatican a publié samedi 5 mars un texte intitulé « Instruction sur la liberté chrétienne et la libération ». La lutte armée y est reconnue, « dans des cas extrêmes » comme « ultime recours pour mettre fin à une tyrannie évidente et prolongée. »

Tournant ? Changement de ton ? Ni l'un ni l'autre. Ratzinger, cardinal gardien de l'intégrité doctrinale et principal auteur de ce pavé de cinquante-neuf pages, l'a bien dit : il s'agit de la suite normale du texte de septembre 1984, qui lançait l'anathème contre la théologie de la libération. Le texte exclut encore la lutte des classes, le « collectivisme » et condamne le « mythe de la révolution ».

En Haïti et aux Philippines, les évêques, longtemps muets sur la répression, ont bien dû, sous la pression des catholiques militants et des communautés de base, finir par prendre position contre les dictatures. Avoir su rattraper le train en marche leur a donné (provisoirement ?) une popularité plus grande. Le Vatican en profite pour lâcher du lest, désarmer la grogne qui se fait entendre, surtout en Amérique latine et se montrer, en apparence, plus conciliant envers le clergé brésilien qu'il avait condamné voici un an. Du même coup, il espère récupérer un mouvement qui risque bien, sinon, de lui échapper.

Mais dans ce texte ambigu, où chaque mot est soigneusement pesé, les réactionnaires peuvent aussi trouver leur compte. Et les mercenaires antisandinistes y voient une nouvelle bénédiction...

Plus de trente mille ouvriers de l'industrie sucrière du Pérou se sont mis en grève illimitée le jeudi 3 avril, dans les douze principales usines du pays. Ils réclament du gouvernement des subventions pour relever ce secteur de la faillite.

LE SENS DU DEVOIR

Quel brave homme que ce Kurt Waldheim. Et comme il aime son pays ! Dix ans passés à la tête de l'ONU, et peut-être le 4 mai la présidence de la République autrichienne : quel couronnement pour une carrière exemplaire. « Je n'ai fait que mon devoir comme des milliers d'Autrichiens », lance Kurt Waldheim lors d'un meeting électoral.

Le problème est que sa conception du devoir semble bien avoir inclu des

AFRIQUE DU SUD :
L'URGENCE
DES SANCTIONS

La mesure de bannissement dont était victime Winnie Mandela a été levée. L'épouse du leader emprisonné avait introduit un recours contre cette mesure qui devait bientôt être examinée par les tribunaux. Or, le ministre de la Loi et de l'Ordre, Louis le Grange, avait de sérieuses chances de perdre devant les magistrats. En effet, la justice a, la semaine dernière, annulé un autre ordre de bannissement similaire contre un dirigeant anti-apartheid jugeant que l'ordre n'était pas motivé. Le Grange a donc préféré éviter un autre affront.

Winnie Mandela a enregistré un autre succès puisque pour la première fois, deux journaux sud-africains, le *Sunday Times* et le *Sunday Tribune* ont publié ses déclarations, où elle appelle la communauté internationale à appliquer des sanctions contre Pretoria. A sa voix s'est ajoutée celle de l'évêque Desmond Tutu, prix Nobel de la paix, qui a ajouté « seule la pression internationale peut nous sauver de la catastrophe ».

ETATS-UNIS :
LES ETUDIANTS
CONTRE
L'APARTHEID.
ENFIN !

La lutte anti-apartheid est l'occasion de manifestations de plus en plus conséquentes sur les campus américains. La semaine dernière, à l'université de Berkeley en Californie, une trentaine de jeunes ont été blessés au cours d'affrontements avec la police et plus d'une centaine d'autres arrêtés ! Les étudiants avaient construit dans l'enceinte de la faculté des taudis rappelant ceux des townships et ont naturellement riposté quand les forces de l'ordre ont voulu les déloger.

L'un des objectifs de ce mouvement est d'obtenir que les universités américaines renoncent aux actions qu'elles possèdent dans les trois cents entreprises des Etats-Unis qui ont des capitaux en Afrique du Sud. La mobilisation qui touche aussi les universités de Boston et de la côte Est s'est amplifiée, vendredi dernier, à l'occasion du dix-huitième anniversaire de la mort du pasteur Martin Luther King

Un dirigeant de l'ETA militaire a été tué la semaine dernière par la police de Saint-Sébastien. Angel Maria Galaraga, dit Pototo, était âgé de trente et un ans et faisait partie du comité exécutif de l'organisation indépendantiste basque. Depuis son éviction des prisons espagnoles en avril 1976, la police le soupçonnait d'avoir participé à plusieurs attentats. Il était réfugié en France et l'Espagne réclamait son extradition depuis 1979.

Le président du Pérou a mis fin aux fonctions du représentant du FMI à Lima. Il s'agit surtout d'un coup de publicité, destiné à donner plus d'éclat à la politique d'Alan Garcia en matière de dette extérieure. Il a en effet l'intention de proposer pour la date du 14 avril, non pas un moratoire total, mais un remboursement partiel de dix millions de dollars sur les soixante-dix millions que réclame le FMI pour cette échéance.

L'Organisation internationale du travail à Genève évalue à 55 millions le nombre d'enfants de moins de quinze ans obligés de travailler. Hypothèse basse puisque d'autres experts avancent le chiffre de 145 millions. Un drame qui ne touche pas seulement le tiers monde. 800 000 enfants au moins travaillent dans les champs aux Etats-Unis, et en Grande-Bretagne, 20 % des victimes d'accidents du travail dans les fermes sont des moins de quinze ans...

RFA :
LE BRAS-DE-FER

La confédération des syndicats ouest-allemands est à l'heure de la riposte. Le DGB organise depuis le début avril un référendum auprès des quinze millions de salariés de la RFA sur les atteintes au droit de grève. Le Parlement a voté, le 20 mars dernier, une loi qui interdit le dédommagement par l'Office du travail des ouvriers, mis au chômage technique, par une grève en amont ou en aval de leur entreprise. Les conservateurs au pouvoir ont trouvé cette solution pour éviter que ne se reproduise ce qui s'était passé lors du conflit des trente-cinq heures en 1984. A cette époque, appliquant le « minimum » (minimum d'actions pour le maximum d'effets) le DGB avait réussi à paralyser de larges pans de l'industrie allemande en organisant des grèves ponctuelles chez des sous-traitants de la métallurgie.

NORVEGE :
LE CONFLIT DU
DEMI-SIECLE

La production pétrolière norvégienne (neuf cent mille barils par jour) est paralysée depuis dimanche soir. Les travailleurs réclament 28 % d'augmentation de salaire. Un échec des négociations entre les quinze mille grévistes et le patronat pourrait conduire à la grève et au lock-out de cent mille personnes. Ce serait alors le plus gros conflit norvégien depuis les années trente.

GRECE :
NOUVELLE GREVE
GENERALE

La lutte contre l'austérité décrétée en octobre dernier par le gouvernement socialiste, se poursuit. Lundi, une grève générale appelée par la CGTG a touché près de trente villes. Tous les secteurs — privé, public, agriculture, commerce — étaient concernés. Une quinzaine de fédérations, parmi les plus importantes (bâtiment, cuir, tabac, banques, textile, mines) proches, pour la plupart, du Parti communiste ou des dissidents du PASOK y appelaient. Plus d'un million de personnes au bas mot ont respecté l'arrêt de travail.

Des manifestations ont eu lieu dans plusieurs villes des Etats-Unis contre le vote par le Sénat le 27 mars des 100 millions de dollars d'aide à la contra antisandiniste.

Le parti néo-nazi ouest-allemand a invité le Front national à son congrès régional de Rhénanie le 4 mai prochain à Herne. Le NPD espère avoir le même succès que le Front national aux élections allemandes de 1987.

HAUSSE CHOC POUR LE TICKET CHIC

Augmentation plus que chic pour le ticket choc ? C'est ce qui risque d'arriver après la visite nocturne qu'a effectuée Pierre Méhaignerie, le nouveau ministre des Transports, dans le sous-sol du métro, en compagnie de Claude Quin, président communiste de la RATP. « Vérité des prix », ont clamé en cœur nos deux bonhommes. Cette convergence de vue donne 8 % de hausse sur le petit billet jaune.

Bien sûr, une partie de cette hausse s'explique par les manœuvres du précédent gouvernement. Celui-ci a ajourné, ces derniers mois, une série d'augmentations, soucieux de ne pas faire « déraiper » l'indice des prix et de ne pas mécontenter les usagers.

Mais là n'est pas l'essentiel. Actuellement, le passager paie 35 % de son ticket ; le but est de lui en faire payer 40 %, voire 50 % dans un deuxième

temps. L'augmentation sera bien supérieure à celle de l'inflation pendant des années.

Paradoxalement, cette « vérité des prix » est une vieille revendication de Claude Quin : « Le système actuel est à bout de souffle puisque l'usager ne paie plus que 34 % du ticket. Si on continue comme ça, le transport en commun sera gratuit. » Le mélange des genres est parfait. Cette revendication refusée par la gauche est aujourd'hui acceptée par les chantages du libéralisme. Quelle bonne affaire !

Cette « transparence des tarifs » n'est qu'une étape vers l'objectif poursuivi par le nouveau gouvernement : la liberté des prix. Et l'on peut même parier que la RATP ne sera pas la seule entreprise de services publics à connaître une hausse de ses tarifs.

COURTS...



... METRAGES

Vive les restructurations et les fusions ! Alcatel supprime les doubles emplois résultant de la fusion avec Thomson-Télécommunications. Le résultat ? Deux mille suppressions d'emplois en 1986. Ce plan sera complété par des transferts. Deux mille trois cents personnes sont concernées. Sur certains sites, le nombre de salariés a déjà été réduit de moitié en cinq ans.

CHOMAGE :
ORLEANS
DEGUSTE...

Cent cinquante deux emplois vont être supprimés à Orléans qui, décidément, déguste. Ce sont les employés du groupe de vente par correspondance Quelle qui en font les frais. Ce groupe, pour la première fois depuis sa création, a en 1985, perdu des parts de marché face à ses grands concurrents la Redoute ou les Trois Suisses. La direction jure ses grands dieux qu'il ne s'agit pas de licenciements mais de transferts puisqu'elle propose aux employés de déménager dans le Nord où « grâce au milieu ambiant plus favorable » (présence des agences de publicité, des fournisseurs), Quelle devrait recoller. N'empêche que pour ceux, nombreux, qui ne pourraient pas quitter Orléans, le futur aura pour nom « chômage ».

PALAIS-BOURBON :
UNE ASSEMBLEE
« PATRONALE »

La nouvelle Assemblée contient trois fois plus de patrons que la précédente, soit 35 contre 13. La plupart de ces chefs d'entreprise ont été élus sur les listes du Front national. La représentation des ouvriers et des paysans plafonne à 4,5 % des députés. Quant aux femmes, cherchez-les : elles ne sont que 34 sur 577.

D'ici fin mai, deux cent soixante-douze emplois vont aussi être supprimés à l'usine de vêtements Belleteste. La quasi-totalité du personnel est féminin. Des femmes dont le mari est, pour la majorité d'entre elles, déjà au chômage. D'après le directeur, Belleteste doit fermer pour assurer la survie du holding Finabel, auquel l'entreprise appartenait, et qui possède quatorze unités dans le reste de la France.

population autrichienne : « Qui sont ces étrangers qui s'ingèrent dans les affaires autrichiennes ? »

Par « étrangers », ces braves gens n'entendent pas seulement la presse yougoslave ou américaine, ils incluent volontiers les huit mille Juifs que compte le pays (ce quatre vingt mille personnes en 1938...)

De Vichy à Vienne, les placards de l'Europe n'ont pas été nettoyés des cadavres des compagnons du nazisme.

RENAULT-DREUX
UNE REPONSE
IMMEDIATE

A la Régie Renault-Dreux, la maîtrise a su tirer les leçons des résultats du 16 mars. Cela aurait pu être un poisson d'avril... le jeudi 3 avril, jour de versement de l'acompte sur prime, pour les déplacés de Renault-Cléon (région de Rouen). Ils sont 124 actuellement en renfort sur Dreux, venus de Cléon, Douai, Sandouville, Le Mans, Maubeuge. La flexibilité ici c'est bien parti. Jeudi 3 avril donc, la maîtrise refuse de verser les trois mille francs d'un travailleur de Cléon. Motif : manque de production. La riposte est immédiate. L'ensemble de l'atelier solidaire cesse le travail et exige le paiement intégral de l'acompte. Devant la détermination des grévistes, manifestation devant les locaux de la direction, celle-ci cède moins de trois heures après. Le mouvement se poursuivra néanmoins toute la journée.

Rentabilité oblige, la Régie n'y va pas avec le dos de la cuillère. La maîtrise renouvellera le lendemain son exploit et tente une nouvelle sanction, une nouvelle fois, dans l'autre équipe. Motif : retard de vingt minutes après une réunion d'information syndicale. Nouveau débrayage d'une heure trente pour exiger le paiement des vingt minutes. L'encadrement de Renault recule et désavoue sa maîtrise. Les vingt minutes seront rémunérées.

LES SECRETAIRES
MEDICALES
EN GREVE

La coordination nationale des secrétaires médicales, soutenue par de nombreuses sections syndicales et syndicats (CGT, CFDT, FO, CFTC, Autonomes) appelle l'ensemble des personnels à faire grève le 17 avril 1986 et à manifester, le même jour, à 10 h 30, devant le ministère de la Santé. Depuis plusieurs mois, les secrétaires médicales sont mobilisées pour obtenir un véritable statut et une classification correspondant à leur diplôme et leur qualification.

La journée du 17 avril 1986 est une étape importante dans la logique des initiatives menées depuis octobre 1985. Citons pour mémoire : manifestations devant le Sénat, l'Assemblée nationale, le ministère ; participation à trois journées de grève dans le cadre de la mobilisation contre le Titre IV ; envoi de milliers de lettres, cartes postales, pétitions au ministère ; multiples initiatives régionales. Le dernier exemple : Fabis apostrophe par les secrétaires médicales du Puy-de-Dôme, le 1^{er} mars dernier, à Clermont-Ferrand.

Le 17 avril, à 12 heures, se tiendra une assemblée générale des secrétaires médicales de la France entière à la bourse du travail, salle Eugène Varlin, 3 rue du Château d'Eau, dans le 10^u arrondissement de Paris.

Pour tout contact, téléphonez au 43 75 92 33 poste 493.

Les Français ont dépensé en 1985 près de 400 milliards de francs pour leur santé. Soit, si l'on gomme les inégalités sociales, 7 130 F par tête. La moitié de cette somme est représentée par les soins en hôpital. Un pourcentage inquiétant quand on sait que le budget santé de l'Etat est frappé par l'austérité et que le nombre de lits hospitaliers ne cesse de baisser.

CISO :
DE FAILLITE
EN FAILLITE

Histoire banale. Une entreprise, en l'occurrence Baudou, fabricant de bottes et de chaussures de sécurité, tombe en faillite. Reprise par une autre société, rebaptisée CISO, de nouveau, elle tombe en faillite. Nouvelle reprise, nouvelle faillite. Jamais deux sans trois, dit l'adage populaire.

A chaque fois, les suppressions d'emplois viennent en complément des rachats successifs : 124 licenciements en 1981, 63 en 1983... Il reste aujourd'hui 370 salariés menacés par un nouveau dépôt de bilan.

Cette fois, La solution proposée est le fatidique dépôt de bilan suivi d'une reprise par des cadres de la CISO ayant à leur tête l'actuel directeur général. Voilà de quoi rassurer les employés. Ce plan veut dire à la clé cent cinquante suppressions de postes. Si l'affaire n'est pas encore conclue, les cadres font déjà circuler un projet de réorganisation de la production auprès des travailleurs. Pas triste, le projet. Formulé sous forme de questions, on peut y lire dans la deuxième colonne :

« Le remplacement partiel des conventions collectives par accord d'entreprise négocié pour aménagement du temps de travail » et dans la rubrique « Rémunération » : « de bénéficier d'une rémunération incitative composée de 2/3 en fixe, 1/3 en variable, basée sur la performance économique individuelle ». Merci patron. Et si on refuse, le licenciement « pourra être envisagé » au quatrième refus.

Trois mois de prison pour avoir refusé de se soumettre à un contrôle anthropométrique, c'est ce qui vient d'écopier un libertain toulousain. Les faits remontent au 16 avril 1985. Christian Martres refuse alors de se faire « mesurer » lors d'une garde à vue. L'empoignade qui suit avec les flics lui vaut une arcade sourcilière défoncée. Les juges ont estimé qu'il y avait eu « rébellion à agents ». Quant à la plainte déposée par Martres contre les policiers pour coups et blessures volontaires, elle a été rejetée.

COURTS...



... METRAGES

JAN VAN HEIJENOORT EST MORT

Nous apprenons, avec une grande douleur, la mort survenue le 28 mars à Mexico, de Jan Van Heijenoort qui avait été le secrétaire de Léon Trotsky de 1932 à 1939, avec quelques interruptions. Il eut par la suite une lourde charge au secrétariat international de la IV^e Internationale, siégeant à New York, pendant la guerre.

Bien que s'étant éloigné de notre mouvement en 1948, il se consacra sans relâche à la mise en place des archives de Trotsky à Harvard et s'attacha à créer les fondements de la

recherche historique concernant Trotsky et les organisations s'en réclamant à l'échelle internationale. Son expérience, aux côtés de Trotsky fut résumée, dans l'ouvrage qu'il publia dans les *Lettres nouvelles* : « De Prinkipo à Coyoacan, sept ans auprès de Léon Trotsky ».

Son apport fut aussi considérable dans la recherche mathématique où il devint un spécialiste logicien de réputation internationale.

Rouge et la direction de la LCR expriment leur sympathie à son fils et à toute sa famille

VI^e CONGRES
DES JCR

Le VI^e Congrès des JCR va se dérouler dans le cadre de mobilisations confirmées de la jeunesse. Les deux premières marches antiracistes des mois de décembre 1983 et 1984 n'étaient pas de simples coups de tonnerre dans un ciel serein

Les jeunes immigrés des cités ont enclenché une riposte à la montée du racisme et de la xénophobie qui n'a fait que s'étendre depuis, dans la majeure partie de la jeunesse. La petite main de SOS arborée sur des centaines de milliers de poitrines, les milliers de lycéens dans la rue contre l'apartheid, les dizaines de milliers de personnes le 7 décembre à Paris, montrent que ce mouvement n'est pas le fruit de l'imagination. La presse ne s'y trompe pas : la « bof génération » a laissé place à la « pote génération ».

Une pote génération (la formule n'est pas forcément très heureuse) qui commence à s'organiser : dans les associations, dans les cités depuis quelques années, dans SOS, dans des comités de lycéens... Notons les débuts d'auto-organisation de jeunes chômeurs comme l'émergence de premières luttes lycéennes d'ampleur, phénomène nouveau.

Cette nouvelle radicalisation (le mot est lâché !) se fait dans un contexte difficile. Les jeunes sont avant tout les enfants de la crise. Enfants de la crise arrivés en politique sous un gouvernement de gauche qui ne les a pas gâtés (TUC, austérité) et qui ne ressentent pas la victoire de la droite comme leur défaite.

S'adapter à la réalité de la jeunesse des années quatre-vingt, à ses conditions de lutte, à ses modes de politisation, tel est l'enjeu pour les JCR. Il s'agit d'une part d'être toujours et encore partie prenante du mouvement de la jeunesse, de contribuer à le construire, à le faire progresser, à étendre ses terrains. D'autre part, profiter de cette politisation pour gagner tous ceux et toutes celles qui, une nouvelle fois, font le chemin de la révolte à la révolution.

Erratum. Dans notre compte rendu des résultats du 16 mars (*Rouge* n° 1201), quelques erreurs se sont glissées. La LCR soutenait la listes alternatives des Vosges aux législatives. Quant à la liste du Maine-et-Loire, il s'agissait d'un accord LCR-LO. Enfin, la LCR soutenait la liste du Finistère aux régionales. Et nous avons omis de mentionner la liste alternative du Maine-et-Loire

A EN PLEURER

45 000

— Attendu que la population carcérale a été ramenée de 43 000 à 30 000 individus par la grâce d'une amnistie en 1981 ;

— Attendu que depuis cette date, le niveau antérieur à l'amnistie a été rattrapé et dépassé pour atteindre 45 000, soit un taux de croissance de 50 % en cinq ans ;

— Attendu que, même si la droite décidait de relancer le bâtiment dans le secteur pénitentiaire, la première chalandonnette ne pourrait s'ouvrir au premier taulard avant l'an 1991 ;

— Attendu que par ailleurs, la même droite, en l'occurrence plaignante, ne peut politiquement assumer une amnistie.

— Vu tous ces attendus, le ci-devant signataire de cet arrêt, après délibération dans son for intérieur, décide :

— La justice de ce pays ne saurait souffrir le reproche de laxisme ;

— Le printemps sera chaud dans les prisons de France et de Navarre, et nul ne sera fondé à s'en étonner ;

— Le printemps suivant sera encore plus chaud que le précédent et ainsi de suite, jusqu'à ce qu'une solution politique et judiciaire mette un terme à la misère humaine.

Lu et approuvé, bu et abreuvé, le trois avril de l'an mil neuf cent quatre-vingt-six.

Nicolas Jeanson

FORMATION

La LCR organise à Paris un cycle de formation politique élémentaire. Ce cycle est ouvert aux sympathisants et sympathisantes de la LCR, aux lecteurs et lectrices de *Rouge* et à toutes celles et tous ceux qui sont intéressés par la politique défendue par la LCR.

Le cycle aura lieu le samedi après-midi à 14 heures, à partir du 12 avril. Il y aura huit séances, jusqu'au 7 juin, tous les samedis sauf celui du week-end de la Pentecôte (17 mai). Voici les thèmes qui seront traités :

— la lutte des classes dans l'histoire ; 12 avril

— la révolution russe : 19 avril
— le stalinisme : 26 avril
— la révolution antibureaucratique dans les pays de l'Est : 3 mai
— Le PS et la social-démocratie : 10 mai
— la lutte pour la libération des femmes : 24 mai
— la révolution permanente : 31 mai

— La LCR et la nécessité de construire un parti révolutionnaire : 7 juin

Pour s'inscrire, remplir le bulletin ci-contre et l'envoyer à : LCR formation, 9, rue de Tunis, 75011 Paris. Tél : 43 67 62 62

CHANGEMENT DANS LA CONTINUITE POUR LE PCI

Le XVII^e Congrès du Parti communiste italien est ouvert depuis le 9 avril. Au programme : un brin d'autocritique sur l'héritage de Berlinguer. Mais face à un Parti socialiste maintenant au gouvernement, face à l'érosion des effectifs, la direction risque fort de s'enfoncer un peu plus dans sa dérive droite.



Enrico Berlinguer, le père du compromis historique et de l'eurocommunisme, à l'origine d'une crise qui ne cesse de s'approfondir.

Le XVII^e Congrès du PCI qui s'ouvre à Florence le 9 avril est le premier depuis la mort d'Enrico Berlinguer le 11 juin 1984. Berlinguer a pendant une quinzaine d'années joué un rôle capital en s'efforçant d'accorder les violons au sein du groupe dirigeant du parti et en s'assurant en même temps une réelle popularité auprès des masses.

Mais il serait erroné d'attribuer la crise que le PCI traverse actuellement à la disparition de son leader. Cette crise mûrit depuis la fin des années soixante-dix, même si elle ne se manifeste clairement que maintenant.

En effet, Berlinguer a surtout contribué à la défini-

tion des deux axes stratégiques de son parti. D'abord, au lendemain du coup d'Etat de Pinochet au Chili, en septembre 1973, il a avancé le projet dit de « compromis historique », qui était en substance une offre de collaboration à long terme faite à la bourgeoisie italienne et à son parti hégémonique, la Démocratie chrétienne.

Peu après, il prenait une seconde initiative et lançait l'eurocommunisme. L'objectif était de regrouper les plus importants partis communistes de l'Europe capitaliste, de les aider aussi à prendre leur distance vis-à-vis de la bureaucratie soviétique et de donner une dimension européenne à cette stratégie réformatrice graduelle qui était la leur depuis des décennies. Telles ont été les deux idées locomotives de l'orientation du PCI tout au long des années soixante-dix.

Or, les deux projets ont incontestablement fait faillite. Au-delà de toutes les envolées conceptuelles et terminologiques, le compromis historique, concrètement, n'a débouché que sur une politique d'unité nationale (1976-1979), c'est-à-dire en fait de soutien au gouvernement Andreotti juste au moment où la bourgeoisie, poussée par la crise, commençait son offensive contre la classe ouvrière à l'enseigne de l'austérité.

Fin 1979, quelques mois après l'échec électoral des législatives de juin, le PCI devait renverser la vapeur, passer à nouveau dans l'opposition et inaugurer ainsi la période de la lutte pour « l'alternative démocratique ». Il ne sortait pas de l'impasse pour autant !

Les dirigeants du parti eux-mêmes ont indiqué, au cours des polémiques de ces derniers mois, à quel point cette « alternative » était floue et à combien d'interprétations elle a donné lieu.

Quant à l'eurocommunisme, sa chute a été encore plus lamentable. En l'espace de quelques années, le PCE s'est fait laminer par le PSOE et s'est divisé en trois morceaux alors que le PCF a perdu plus de la moitié de ses électeurs.

De surcroît, si la critique de plus en plus radicale du « modèle socialiste » de l'URSS a pu tactiquement avantager le PCI en lui évitant la mésaventure du PCF, elle a créé un vide sur le terrain programmatique. Toutes les élucubrations sur la troisième voie (qui n'est en fait qu'une variante à peine rajeunie de vieilles idées social-démocrates) a pu satisfaire quelques intellectuels ou tromper temporairement certains cadres et militants, mais la finalité historique de la lutte du mouvement ouvrier et du parti n'en a pas moins été estompée.

En conclusion, le PCI est de plus en plus apparu comme un parti réformiste, mais sans réunir les conditions pour arracher des ré-

formes ni même défendre les conquêtes partielles des décennies précédentes. En même temps, il se proclamait « parti du gouvernement », alors qu'il se trouvait dans l'opposition, et n'avait aucune perspective d'accéder au gouvernement à bref ou moyen terme. Le fait que cette impasse se soit traduite dans les échecs électoraux successifs a été le détonateur de la crise.

On ne pouvait évidemment pas attendre du groupe dirigeant du PCI qu'il réagisse en radicalisant sa politique et encore moins en renouant — après plus d'un demi-siècle — avec une stratégie révolutionnaire. Et de fait, il a tiré la conclusion opposée : pour lui, le parti ne s'était pas encore suffisamment intégré aux mécanismes de la démocratie bourgeoise, il n'avait pas rompu complètement avec son passé, il n'était pas encore assez « européen » et « atlantique ».

D'où les textes que le comité central du mois de

décembre dernier a préparés pour le XVII^e Congrès et qui, tout en ne présentant pas de changement qualitatif par rapport aux textes du congrès précédent, accentuent davantage la social-démocratisation du parti. Ainsi expliquent les thèses, le PCI fait « *partie intégrante de la gauche européenne* », en d'autres termes il se considère comme l'homologue des grands partis sociaux-démocrates européens.

Concrètement, alors qu'à l'égard du PCF il combine critique et mépris et qu'il ne prête guère attention aux partis communistes portugais ou grec, il estime que ses interlocuteurs valables, voire ses modèles, sont les social-démocraties suédoise et allemande (le britannique Tony Benn, pour ne pas parler d'Arthur Scargill, apparaissent trop maximalistes pour jouir de la confiance des très sages dirigeants du PCI !).

Par ailleurs, les thèses renforcent le soutien à l'OTAN. Le XVI^e Congrès dénonçait encore la responsabilité majeure de l'impérialisme nord-américain dans la course aux armements. Rien de semblable dans les textes actuels et tous les amendements allant dans le sens des positions précédentes ont été résolument repoussés ! De même un amendement prônant « *des actes unilatéraux et limités de désarmement* » n'a pas été retenu.

Enfin, les dirigeants du PCI refusent d'affirmer, sous quelque forme que ce soit, que le but du parti est de renverser le système capitaliste. Mieux, il diluent davantage leur gradualisme. D'après eux, le « dépassement du système capitaliste » se réaliserait « *par un entrelacement complexe de formes économiques où un mode de production et de vie pourrait prévaloir sur l'autre* ». Un amendement, pré-

A tous les niveaux, un âpre débat traverse le PCI.



senté par Cossutta, qui disait simplement : « *les communistes œuvrent au dépassement du capitalisme* » a été rejeté à une très large majorité !

Certes, des positions différentes se sont exprimées au comité central et dans les congrès locaux (voir article ci-contre) mais le centre, qui se regroupe autour du successeur de Berlinguer, Alessandro Natta, a toutes les chances de gagner largement le congrès, dans la mesure où il camoufle, der-

rière un dosage tacticien d'expressions et de concepts, son nouveau virage à droite.

Une telle opération n'aidera cependant pas le parti à surmonter sa crise. Ce n'est pas un hasard si une partie importante des débats a été consacrée à la nouvelle formule, proposée par les textes : celle de gouvernement de programme. En fait, après avoir compris que la formule de l'alternative démocratique ne faisait pas la clarté, et n'apparais-

sait guère réalisable à court terme, les auteurs des thèses ont introduit une formule de transition à l'alternative. C'est le projet d'un gouvernement qui, tout en n'étant pas encore le gouvernement de l'alternative, le prépare.

Ce disant, le comité central réalise — belle découverte — que pour obtenir un gouvernement où le PCI soit représenté, il faut proposer un programme susceptible de rallier d'autres forces politiques ! Malheureusement, pour le PCI, il

n'existe guère, à l'heure actuelle — ni à court terme d'ailleurs —, des candidats à un tel accord.

Dès lors, le nouveau projet risque fort de connaître le même sort que celui de l'alternative tout court. Les militants n'auront pas le sentiment d'être mieux armés qu'auparavant et, qui plus est, le parti risque d'aller aux prochaines élections de 1988 en position encore plus difficile qu'en 1979 ou au mois de mai dernier.

Livio Maitan

ETAT DES LIEUX

Avec 1 590 000 membres, le Parti communiste italien reste la plus grande force politique organisée en Italie et en Europe. Il a obtenu 30,4 % des suffrages exprimés aux législatives de juin 1979, 30,02 % aux régionales de mai 1985, ce qui dans les deux cas a été considéré comme un échec électoral. En revanche, le parti en obtenant 34,5 % des voix aux européennes de 1984 a pu parler de « sorpasso ».

Cela dit, l'histoire du PCI ces dernières années présente plusieurs points noirs. La baisse des effectifs qu'il connaît depuis 1977 est la deuxième de son histoire. Après la période d'enracinement de 1945 à 1954 qui fait culminer le nombre des adhérents à 2 145 000 en 1954, le parti connaît une première érosion et tombe à 1 600 000 en 1968. Suit une remontée jusqu'en 1977 avec 1 814 000 membres en 1977.

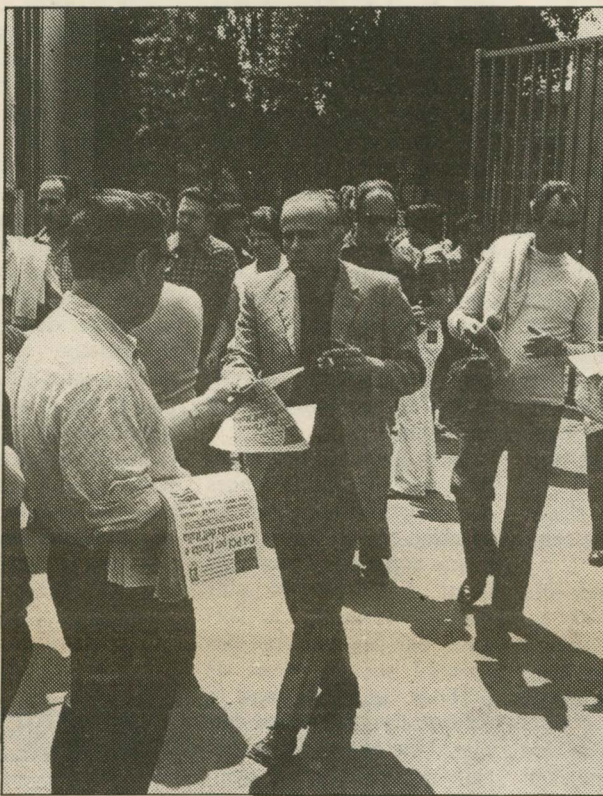
Ces chiffres globaux dissimulent cependant un fort renouvellement. 5 à 7 % des adhérents laissent chaque année la place à de nouveaux. On note d'ailleurs depuis peu la réadhésion d'anciens qui avaient quitté l'organisation.

Le renouvellement n'implique pas rajeunissement. Les militants de l'immédiat après-guerre qui représentent un tiers des effectifs tirent la moyenne d'âge vers le haut, tandis que les adhésions chez les moins de trente ans se raréfient. Si les jeunes votent plus que les adultes pour le Parti communiste, ils prennent en revanche moins leur carte.

Enfin, le Parti communiste reste solidement implanté dans la classe ouvrière malgré une légère diminution depuis 1981 parmi les militants ouvriers d'industrie (38,1 % en 1984 contre 40,1 % en 1981).



Le plus puissant PC d'Europe n'est pas sans connaître des difficultés militantes.



LES « DROITIERS » EN POUPE

La préparation du congrès a été l'occasion de débats houleux. Voici le tableau des mouvances en présence.

Dans les débats qui se sont développés après l'échec électoral du PCI en mai 1985, une mouvance de droite s'est dessinée plus nettement encore qu'auparavant. Lama, Turci, Perna, Colajanni, Quercioli, etc. en sont les porte-parole les plus connus.

Tous ces gens proposent une identification encore plus nette avec la social-démocratie (Lama a même déclaré que s'il était allemand, il serait membre du SPD). Ils exigent que le parti renonce explicitement à toute allusion à la « fuoriuscita » (sortie) du capitalisme, qu'ils considèrent comme une perspective maximaliste. Ils sont pour un rapprochement significatif avec le PSI, même avec sa ligne actuelle et voudraient que leur parti ait une attitude plus ouverte face au gouvernement Craxi (en

fait, certains d'entre eux prônent une espèce de soutien critique). Pour eux, l'alternative n'est pas une alternative à la Démocratie chrétienne en tant que telle ; en d'autres termes, ils considèrent encore valable la stratégie fondamentale du compromis historique.

Certains droitiers estiment par ailleurs que le PCI doit établir des « liens formels » avec l'Internationale socialiste, d'autres remettent en question le centralisme démocratique. Au comité central de décembre 1985, qui a adopté les textes pour le congrès, une partie de la droite s'est abstenue, mais elle ne s'est pas engagée dans la bataille d'amendements. Elle préfère agir comme un groupe de pression sur le centre (Natta, Occhetto, Chiaromonte, Napolitano, Reichlin, etc.) et consolider ses

points de force dans les fédérations provinciales, les municipalités, les régions.

Vers la fin du débat préparatoire du congrès, sept représentants de la droite ont exprimé dans une lettre au secrétariat du parti leurs préoccupations face au succès relatif de quelques amendements défendus par la gauche et à la passivité, selon eux, du groupe dirigeant dans la défense de l'intégralité des thèses. Leur demande de convocation d'un comité central extraordinaire a été rejetée, mais le centre a accusé le coup et, par exemple, Natta, au congrès de la fédération de Milan, a accentué la polémique avec la gauche.

La gauche, qui s'est abstenue sur les thèses au comité central, comprend trois composantes.

La première, la plus tra-

ditionnelle, est inspirée par Ingrao qui critique surtout les méthodes de direction de la bureaucratie syndicale et a proposé sa propre interprétation du « gouvernement de programme ». Ce gouvernement devrait être, selon lui, un « gouvernement constituant » car la question décisive aujourd'hui serait « la réforme de l'Etat ».

La deuxième composante est représentée par Cossutta. Celui-ci exige une attitude moins critique envers l'URSS (en fait, il voudrait maintenir les positions esquissées déjà par Togliatti après le XX^e Congrès du PCUS en 1956 et peu avant sa mort en 1964). Il conteste les orientations des syndicats et ne veut pas renoncer à la perspective de « dépassement du capitalisme » (voir son amendement mentionné dans l'article ci-contre).

Enfin, le dernier groupe est celui des anciens du PDUP (Parti d'unité prolétarienne). Castellina et Magri ont présenté des amendements aussi bien sur les questions internationales que sur le « gouvernement de programme ».

Sur certains thèmes, ces trois composantes peuvent se retrouver. Exemple, dans son amendement sur les syndicats, Ingrao a exigé « le refus de toute pratique oligarchique » et, par ailleurs, a soutenu, à propos des rapports avec les Etats-Unis, un amendement présenté par Lucaina Castellina, qui dénonce « les nouvelles visées hégémoniques des Etats-Unis » et la volonté nord-américaine de « domination mondiale ».

Il faut cependant dire qu'aucune des composantes de la gauche ne remet en question les orientations fondamentales du parti et leurs amendements ont une portée, somme toute, limitée. Toutefois, il est clair qu'en l'absence d'une véritable tendance de gauche et d'un choix alternatif concret, de nombreux cadres et militants ont vu dans la bataille pour les amendements une forme de rejet des propositions majoritaires.

Les résultats ne sauraient être sous-estimés. Pour la première fois depuis le congrès de Lyon en 1926, des différenciations se sont produites à tous les niveaux du parti et elles se sont

exprimées par des votes formels. Nous ne disposons pas encore des résultats d'ensemble des votes sur les amendements. Mais on sait déjà que celui présenté par Castellina a eu la majorité dans quarante-sept fédérations, dont Rome et Turin, sur cent vingt-sept, et celui d'Ingrao sur les syndicats dans vingt-sept fédérations. Un amendement défendu par Bassolino contre la construction de centrales nucléaires a été accepté par cinquante-trois fédérations. Cossutta a également remporté des scores non négligeables, bien que très largement inférieurs à ceux de Castellina, Ingrao et Bassolino. Ces résultats sont d'autant plus significatifs que l'appareil central a surtout, au moment du vote dans les fédérations, misé sur tous les atouts et utilisé à fond la presse du parti en défendant ses propres positions et en condamnant explicitement celles qu'exprimaient les amendements. La presse bourgeoise n'a pas été neutre non plus : il suffit de voir la véritable apologie qu'elle ne cesse de faire de Lama et l'espace qu'elle réserve aux porte-parole de la droite.

L.M.

Pour des informations plus détaillées sur les débats au sein du PCI et les thèses du XVII^e Congrès, voir les articles parus dans *Inprecor* n° 201, du 22 juillet 1985 et n° 211, du 20 janvier 1986.

« VIVE LES TERRORISTES » !

Succès mitigé pour Shultz à l'issue de sa tournée en Europe : ça coince du côté des bases militaires de l'OTAN, mais la plupart des capitales sont partantes pour la lutte antiterroriste.

Rassemblement pour le Nicaragua, mardi 15 avril, à 18 h 30 devant l'ambassade des Etats-Unis (Place de la Concorde). A l'appel du Comité de solidarité avec le Nicaragua et des différents comités latino-américains.

Comme par hasard, au moment où la VI^e flotte jouait au blitzkrieg le long des côtes libyennes, le secrétaire d'Etat américain, Georges Shultz, faisait une petite tournée en Europe. Une petite visite d'amitié auprès d'alliés qui auraient pu penser que cette fois la Maison-Blanche poussait le bouchon un peu trop loin.

Comme par hasard encore, le coup de force des Etats-Unis contre Tripoli n'a pas été trop critiqué et même l'Italie qui, certes, a dénoncé l'attaque, s'est montrée peu virulente au regard de ses habitudes. Mais Shultz venait aussi en Europe et notamment en Turquie et en Grèce pour vérifier que tout allait bien du côté des bases de l'OTAN. Et là, son séjour n'a pas été la partie de campagne espérée.

Aussi curieux que cela puisse paraître, c'est du gouvernement d'Ankara qu'est venue la première douche froide. « J'étais venu à un repas d'amis et voilà qu'on me frappe à la nuque. » Une petite phrase qui

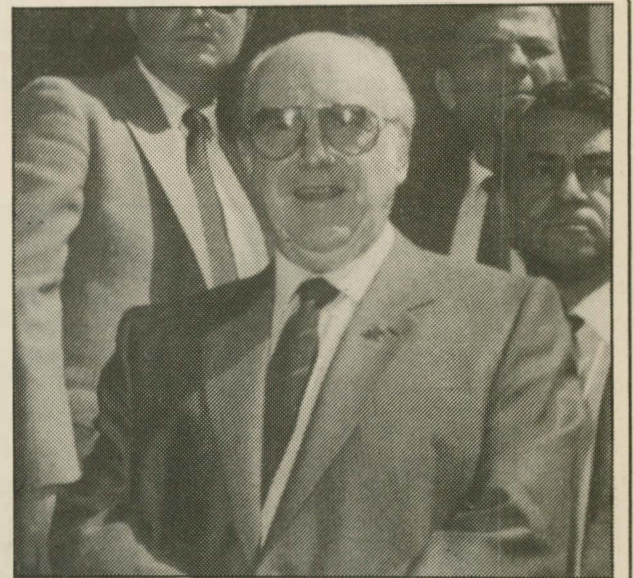
résume bien la surprise du secrétaire d'Etat devant l'accueil glacial des Turcs. Cet Etat a beau avoir reçu neuf cents millions d'aide économique et militaire du Congrès américain, il n'est pas content. L'enveloppe lui semble légère, comparée au service rendu : la dictature entretient le plus fort contingent armé de l'OTAN soit huit cent trente mille hommes, elle abrite neuf bases militaires dont deux sont fondamentales pour la surveillance de l'URSS voisine. Enfin, comme elle consacre un cinquième de son budget annuel à la défense, elle estime que l'assistance américaine devrait purement et simplement être doublée.

Mais Shultz a également dû enregistrer les doléances des industriels du textile qui se plaignent du protectionnisme accru des Etats-Unis avant d'entendre la plus mauvaise nouvelle : la Turquie ne renouvellera pas l'accord sur les bases de l'OTAN qui est venu à échéance en décembre dernier, tant que l'ami américain ne donnera pas quelques preuves supplémentaires de son amitié. La menace est formelle (Ankara n'a pas les moyens d'une confrontation avec les Etats-Unis) ; elle n'en est pas moins révélatrice des tiraillements que peut susciter la politique hégémonique des Etats-Unis.

Après Ankara, Shultz s'attendait à tenir un nouveau mini bras-de-fer à Athènes. Washington commence à être habitué aux rododromes, jusqu'ici sans conséquences, d'Andreas Papandreou. Et de fait, le Premier ministre grec s'est abstenu de répondre au secrétaire d'Etat qui lui demandait un engagement sur le maintien des bases de l'OTAN après 1988. Papandreou préfère attendre les municipales d'octobre avant de se prononcer définitivement et, d'ici, là juge inutile de s'aliéner un électeurat déjà passablement échaudé. Alors qu'il avait promis le retrait du pays de l'OTAN, le PASOK signait en 1983 un bail de cinq ans avec le Pentagone. En échange de l'installation de quatre bases, la Grèce recevait alors une assistance d'un demi-milliard de dollars. Malgré les tergiversations actuelles de Papandreou, le

gouvernement ne renoncera pas à pareille manne. Et puis, le leader socialiste le sait, si la Grèce fermait les bases, l'allié irait immédiatement les installer chez l'ennemi héréditaire et voisin, la Turquie.

Papandreou sait cependant rester ferme et poli à la fois. Shultz ne pouvait repartir les mains complètement vides. Le gouvernement grec lui a donc offert de participer à cette lutte antiterroriste dont les Américains se sont faits les croisés depuis les attentats de Rome et de Vienne, le 27 décembre dernier. Certes, Papandreou ne déclarera pas la guerre à Kadhafi (depuis la fin de la dictature, la diplomatie grecque cherche à nouer des liens avec les pays arabes), mais Reagan marque malgré tout un point. Deux même ! Dans la foulée, on sait maintenant que la France annoncera officiellement sa participa-



Le Premier ministre grec Andreas Papandreou.

tion à la coordination antiterroriste au prochain sommet de Tokyo. La décision viendrait de Mitterrand qui n'était pourtant pas très chaud jusqu'ici. La boucle semble se boucler. Et ce

terrorisme, que la politique de coups de poing de la Maison-Blanche alimente, touche au but et commence, comme prévu, à resserrer les liens du bloc occidental. Flora Chénétier

PHILIPPINES

LE SABRE D'AQUINO

La diplomatie américaine s'agite beaucoup ces temps-ci. Cette semaine, c'est au tour de Weinberger de visiter les bases militaires.

Shultz est à peine revenu de sa tournée européenne que Reagan se sépare de son autre bras droit et envoie Weinberger dans l'océan Pacifique. Objectif : s'assurer cette fois que les Philippines soignent toujours aussi bien les bases de Clark et de Subic Bay. Le secrétaire américain à la Défense est arrivé en début de semaine à Manille. Corazon Aquino, qui a pris les rênes du pouvoir en février 1986, l'a affirmé à plusieurs reprises : elle entérine l'accord signé par Marcos qui court jusqu'en 1991. Reste que Weinberger est inquiet. Déjà avant les présidentielles du 7 février, la guérilla communiste de la Nouvelle armée du peuple avait réussi à pénétrer dans l'enceinte de la base de Clark. Surtout, depuis maintenant près de trois semaines, vingt-deux mille travailleurs en grève

empêchent le fonctionnement optimal des deux bases. Et si leurs revendications ne portent pour l'instant que sur les conditions de travail et de salaire, le pouvoir n'a pas intérêt à ce que le conflit s'éternise et débouche sur des exigences plus politiques.

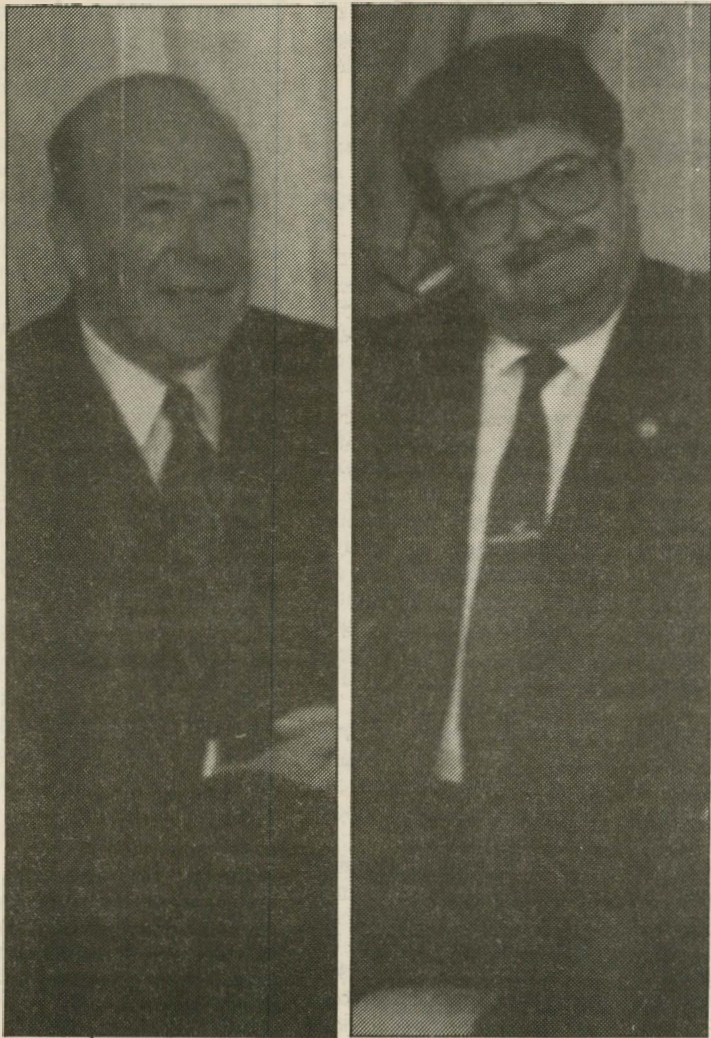
Cette question devrait donc être au centre de la rencontre entre Weinberger et Aquino. Aquino, dont les marges de manœuvres auprès des militaires semblent toujours aussi restreintes. La semaine dernière, la présidente a « démissionné » trente-neuf généraux qui, bien qu'ayant atteint l'âge de la retraite, avaient été maintenus dans leur fonction par Marcos. La mesure correspond aux purges annoncées par Cory, mais celle-ci ne va pas jusqu'au bout de son programme et rompt même avec certaines de ses promesses puis-

qu'elle laisse en place onze généraux qui ont servi la dictature. Mieux, elle suit à la lettre les recommandations de son ministre de la Défense, Juan Ponce Enrile, qui l'avait ralliée in extremis et attribuée à ces onze officiers des postes-clés de l'armée.

Le gouvernement d'Aquino continue donc sur le terrain mouvant des demi-mesures. Le remaniement au sein de la hiérarchie militaire permet de faire place à de jeunes officiers qui n'avaient aucun débouché sous Marcos. Le maintien des plus durs aux plus hauts postes montre qu'Aquino, en dépit de ses déclarations en faveur d'un cessez-le-feu avec la guérilla, n'est pas prête à découvrir la garde ni à déposer la première des armes.

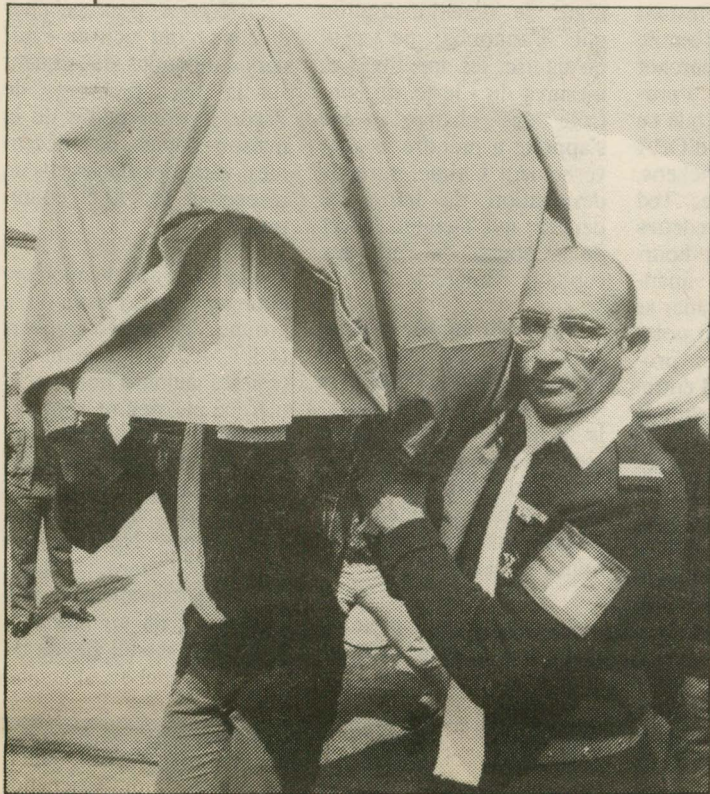
F. C.

George Shultz et le Premier ministre turc, Turgut Ozal.



UN PARI PEU COUTEUX

Le départ des Casques blancs vise à obtenir la grâce du Jihad islamique et partant, la libération des otages.



Le retrait des soldats français évitera au moins la succession de morts à laquelle on a assisté depuis leur arrivée.

C'est d'un commun accord que Jacques Chirac et François Mitterrand ont pris la décision de rapatrier les quarante-cinq Casques blancs français. Ces militaires étaient censés jouer le rôle d'observateurs du cessez-le-feu entre les différents camps belligérants à Beyrouth.

Sur ce plan, leur efficacité était douteuse face à des accords aussitôt signés, aussitôt violés. Ces Casques blancs se contentaient de compter les points. Paris tenait néanmoins à cette présence, en marge des mille cinq cents soldats français de la Force intermédiaire des Nations-Unies au Liban (FINUL). Cette force non belligérante servait à point les discours gouvernementaux sur les liens pluricentennaires qui unissent le Liban à la France. « De François 1^{er} au

débarquement en 1860 des six milles "marsouins" du général Beaufort d'Hautpoul, en passant par Louis XIV et Louis XV (...) la France fut presque constamment présente dans ce Levant à la fois creuset spirituel, lieu de rencontre et de confrontation entre l'Orient arabe et l'Occident chrétien », écrit un Déroulède contemporain dans le Point. Derrière les trémolos sur la grandeur de la France, se dessine la volonté de reprendre pied et par conséquent les affaires dans cette région quelque peu agitée.

Les liens sont tissés au plus haut niveau. Le président Amine Gemayel avait réclamé cette présence des Casques blancs français, lors de la conférence de réconciliation qui s'était tenue entre les différentes parties libanaises à Lausanne.

Aujourd'hui, on entend

dans le camp chrétien libanais monter les regrets et les protestations. Ce que craignent toujours les dirigeants chrétiens, c'est que le retrait, deux ans après leur mise en place, des Casques blancs ne soit le prélude à un retrait des mille cinq cents hommes de la FINUL. « Les Libanais ne pourraient comprendre que la France retire son contingent de la FINUL », déclare l'ancien ministre libanais, Raymond Eddé, car ce serait la fin de la République libanaise. »

Pour eux, le retrait français laisserait le champ libre à la fois aux Syriens au nord et aux Israéliens au sud. Pour Paris, déjà embourbé dans l'affaire des huit otages, dont l'un est donné pour mort, le problème est double. Il s'agit d'obtenir la libération des otages encore vivants et éviter de nouveaux enlèvements parmi

les six mille titulaires d'un passeport français. Les tentatives de règlement par une négociation directe avec Damas et les dirigeants chiites d'Amal n'ont pas abouti.

Si l'on voit bien le parti que l'actuel gouvernement tirerait d'une libération des otages, on comprend aussi qu'il ne souhaite pas apparaître en position de faiblesse en cédant aux exigences des ravisseurs du Jihad islamique. Rien ne prouve que les tentatives de récupérer la bavure dans l'affaire des opposants irakiens livrés à Bagdad par le précédent gouvernement, puis le retrait des Casques blancs par l'actuel, suffisent à satisfaire les exigences du Jihad islamique.

Paris ira-t-il jusqu'au retrait total de ses effectifs ? La question se pose sérieusement, mais le prix politique à payer fait encore hésiter le pouvoir sur l'opportunité de ce choix. Le pouvoir pense bien ramener ses troupes, mais il ne sait pas encore s'il emmènera dans ses bagages les otages passés et futurs. En tout cas, les nouvelles qui parviennent de Beyrouth indiquent que la crise libanaise n'est pas prête d'avoir trouvé une issue stable.

Jean-Jacques Laredo

UNE BOMBE A BERLIN-OUEST

L'HYSTERIE CONTAGIEUSE

Après l'attentat dans une boîte de GI's, à Berlin-Ouest, la plupart des capitales européennes se laissent gagner par la paranoïa reaganienne.

L'attentat de Berlin, un prétexte tout trouvé pour relancer l'hystérie anti-arabe.

L'hystérie anti-Kadhafi est encore montée d'un ton en ce début de semaine. Les

attaques et les accusations fusent maintenant de tous côtés.

Aussitôt après l'attentat dans une boîte de nuit de Berlin-Ouest, l'administration américaine a réagi et déclaré qu'elle voyait dans ce nouveau coup terroriste la main du colonel de Tripoli. Pour l'heure, seule une organisation ouest-allemande se disant proche du groupe de Baader-Meinhof et un groupe arabe inconnu ont revendiqué cette action qui a fait deux morts et plus de deux cents blessés. Qu'à cela ne tienne, la Maison-Blanche laisse entendre qu'elle a des informations de première main, qu'elle est au courant d'un plan d'ensemble des Libyens ciblant trente-cinq installations américaines en Europe.

A destination de ceux qui seraient sceptiques quant au rôle direct de Kadhafi dans

la nouvelle vague d'attentats, Washington a préparé une version plus modérée de sa paranoïa et signale qu'en multipliant les appels aux représailles après les incidents du golfe de Syrte, Tripoli a créé un climat favorable aux poseurs de bombes.

Toujours est-il que le prétexte est tout trouvé pour ressouder les rangs des Européens et mettre sur pied la cellule antiterroriste, dont il est question depuis des mois. (Voir article ci-contre). Les « alliés » semblent aujourd'hui recharger un peu moins à la création de cette super-police internationale. Le virage négocié en ce sens par la France samedi n'est pas le moins spectaculaire. Déjà la semaine dernière, Paris expulsait un Tunisien et un Algérien dans le cadre d'une enquête de la DST sur

la préparation d'attentats anti-américains en Europe. Dimanche, c'était au tour de deux diplomates libyens d'être reconduits à la frontière dans le cadre de la même enquête. Curieusement ces expulsions font suite à une rumeur... venue de l'Ouest : le 4 avril le Los Angeles Times révélait que la France dans les années soixante-dix avait passé un accord avec la Libye. Le gouvernement de l'époque aurait admis le passage sur le territoire de terroristes en échange d'une paix des attentats. Les nouveaux ministres, Chirac, Pasqua et Pandraud ont-ils voulu montrer que la France non plus ne passait pas de compromis avec Kadhafi ?

En tout cas, la vague de terrorisme, qui secoue la capitale depuis cet hiver, amène plus d'un responsable à perdre son sang froid. Au milieu des feux et des

contre-feux, l'opinion publique ne sait plus qui désigner comme responsable de ces massacres. Les Libyens, les Palestiniens, les Libanais et finalement le peuple arabe deviennent les boucs émissaires de cette crise. D'autres cibles faciles suivront. Déjà le département d'Etat américain publie un second livre blanc tendant à prouver que Kadhafi se cache derrière chaque mouvement de libération. Et voilà les Kanaks à nouveau présentés comme des marionnettes manipulées par Tripoli parce que quelques militants du FLNKS ont participé à la Conférence des mouvements de libération, organisée dans la capitale libyenne du 15 au 18 mars. La psychose qui saisit les Etats européens véhicule des relents plus que réactionnaires.

F. C.

LA VALSE DES CAPITALAUX

La valse des OPA sur les marchés boursiers de la planète n'aurait-elle aucune limite de New York à Paris ?



Les affaires marchent tellement bien à la Bourse de Paris que les ordinateurs ont (momentanément) rendu l'âme !



Derrière leurs allures de western sur les marchés boursiers les vagues d'OPA (offres publiques d'achat) sont une excellente leçon de chose sur les mœurs de la bourgeoisie, en cette fin de siècle.

Fin 1984, T. Boone Pickens, PDG d'une petite société pétrolière, S. Mesa Petroleum lance une OPA sur Phillips-Petroleum, neuvième société pétrolière américaine. Il possède déjà une « petite » partie de son capital (5,8 %), achetée sur le marché boursier quarante-trois dollars l'action. Il se porte acheteur publiquement (OPA) de toute action de la société concernée à cinquante-huit dollars pièce. La direction de Phillips-Petroleum sent venir le vent. Si T. Boone collecte une quantité suffisante d'actions de la société concernée sur le marché boursier, c'est tout simplement le contrôle de Phillips-Petroleum qui peut échapper des mains de ses propres dirigeants, pour passer dans

celles de T. Boone Pickens. La riposte ne tarde pas. Phillips propose à T. Boone, dès le dépôt de son OPA, de lui racheter cinquante-trois dollars toutes les actions de Phillips-Petroleum qu'il possède déjà, les 5,8 % de la société ramassés en Bourse à quarante-trois dollars. T. Boone accepte, laisse Phillips aux mains de ses dirigeants, leur revend les actions qu'il possède et gagne dans l'opération quatre-vingts millions de dollars (cinq cent soixante millions de francs environ). Joli magot !

T. Boone Pickens est l'exemple type du « raider » qui sévit sur le marché financier américain. L'OPA lui procure des ressources financières, nettement supérieures en fin d'opération à celles qu'il possédait au début. Les « raiders » vont en effet rarement jusqu'au bout du parcours, l'OPA « réussie », qui consiste en fin d'opération à prendre effectivement le contrôle de la société convoitée. Leur but est avant tout de multiplier leur capital, qu'ils ne possèdent d'ailleurs même pas, le plus souvent, au départ ! Il leur suffit, en effet, d'avoir l'accord d'une institution financière quelconque, qui accepte de prêter ses fonds à un « raider » chevronné.

Au cas d'ailleurs où l'opération serait menée à bien, il revendra des parts des sociétés qu'il vient d'acheter pour rembourser la société qui leur a prêté les fonds de départ. Toute l'astuce est de gagner de l'argent presque sans en avoir... et de rembourser le prêteur avec une partie des actifs de la société que l'on vient d'acheter.

La méthode est d'ailleurs universelle et ne s'applique pas qu'aux OPA. C'est la vieille tactique chère aux Willot, les Dalton du textile rachetant le groupe Bousac, puis revendant une partie de ses avoirs pour payer, en partie seulement, leurs dettes. C'est aussi le truc de Bernard Tapie, spécialiste du rachat de sociétés « en dérive », dont il paie les dettes — quand ils les paie ! — avec une partie des biens des sociétés rachetées... Certains appelleront cela du vol. D'autres nommeront ces escroqueries financières la liberté d'entre-

prendre ou le libéralisme, en termes galants.

Mais revenons un instant à New York. Il est inutile évidemment de chercher quelques utilisations « productives » du capital que ce soit dans les vagues d'OPA dont les T. Boone Pickens, Carl Icahn et autres Ted Turner sont les vedettes dans les chroniques boursières des journaux financiers. Le capital financier se nourrit lui-même. Un point c'est tout. Nouvelles productions, créations d'entreprises et d'emplois sont le dernier de ses soucis. Le libéralisme reaganien dévoile l'un de ses traits les plus crus. Tout le reste n'est que verbiage. La diminution des impôts pour assurer la relance et combattre le chômage, par exemple.

New York, Paris... la capitale française est longtemps restée la place financière réputée la plus à l'abri des opérations de ce type. Lorsque l'on y parlait d'OPA, on en était encore, il y a peu dans les milieux boursiers, à conter la bataille d'Antoine Riboud, PDG de BSN, contre le Marquis de Vogüé, patron de Saint-Gobain, en 1966 ! Le premier voulait prendre le contrôle de la société du second, l'OPA fut un bide. Un troisième larron, Pont-à-Mousson, contre-carra en douce l'opération BSN. Antoine Riboud abandonna du même coup la fabrication du verre... pour transformer son trust en premier groupe agro-alimentaire du pays. Tandis que Saint-Gobain-Pont-à-Mousson convolait en « justes noces ». Les frontières des propriétés respectives des grands groupes industriels et financiers dans la classe dominante française ont toujours été tacitement intouchables ou tout au moins soigneusement négociées. Les arrangements et les alliances éventuelles, s'appuyant sur un appareil d'Etat parfaitement adapté à cet effet, celui de la V^e République, mis en place par de Gaulle, Pompidou, Giscard... Vous connaissez la suite. Les conditions d'une vague d'OPA sur le marché parisien paraissent pourtant aujourd'hui réunies. Une part importante du capital des sociétés les plus convoitées est à disposition du marché boursier. Les principaux groupes financiers de l'Hexagone re-

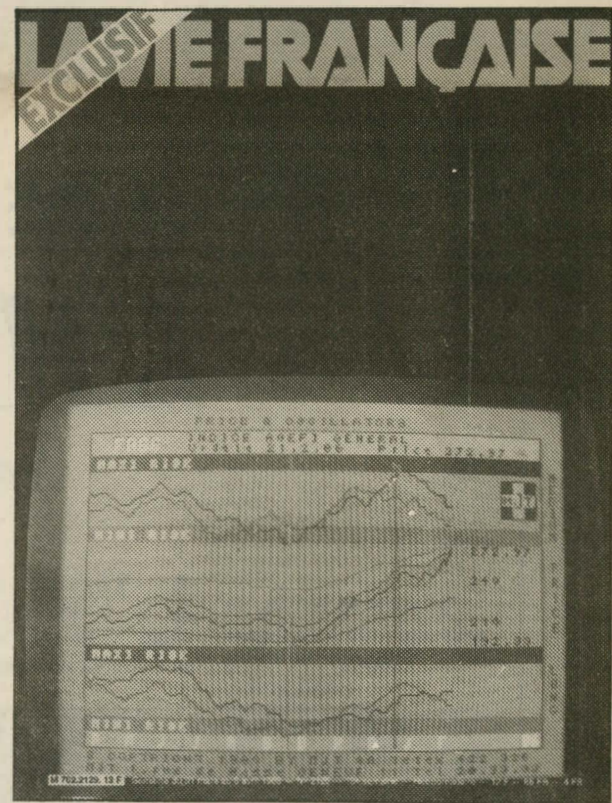
gorgent de ressources... Après cinq ans de gouvernement de gauche. La politique de dénationalisation qui s'annonce ne peut qu'aiguïser les appétits. Les mesures de « levée de contrôle des changes » que s'appête à prendre le gouvernement Chirac, après la dévaluation du franc, ne peuvent que faciliter l'accès de la Bourse de Paris aux capitaux étrangers.

Signe s'il en est, la place parisienne ne cesse de bruite de rumeurs d'OPA à venir ou d'OPA en cours : le rachat de Valeo (équipement automobile) par de Benedetti (Olivetti), la prise de 15 % du capital de Générale Biscuit (les biscuitiers français) par BSN...

« Un printemps pour les capitalistes », titre l'Expan-

banque Lazard, Bouygues, le roi du bâtiment, ou Jimmy Goldsmith, patron de l'Express, pour ne citer qu'eux, n'ont rien de « raiders » inconnus débarquant sur la place financière de Paris. Ils font partie de la maison depuis des décennies, voire des siècles. Ils en respectent les us et coutumes.

Les éventuels acquéreurs étrangers, Fiat, Nestlé ou le groupe Bruxelles-Lambert (CLT, RTL), vivement intéressés aujourd'hui par le marché parisien ne sont pas non plus des nouveaux venus. Ils font déjà partie des alliances traditionnelles du capital en vigueur dans l'Hexagone, Nestlé-Loréal ou Fiat-Lazard. Plutôt qu'un déchainement d'OPA sauvages c'est un redécoupage concerté du gâteau du



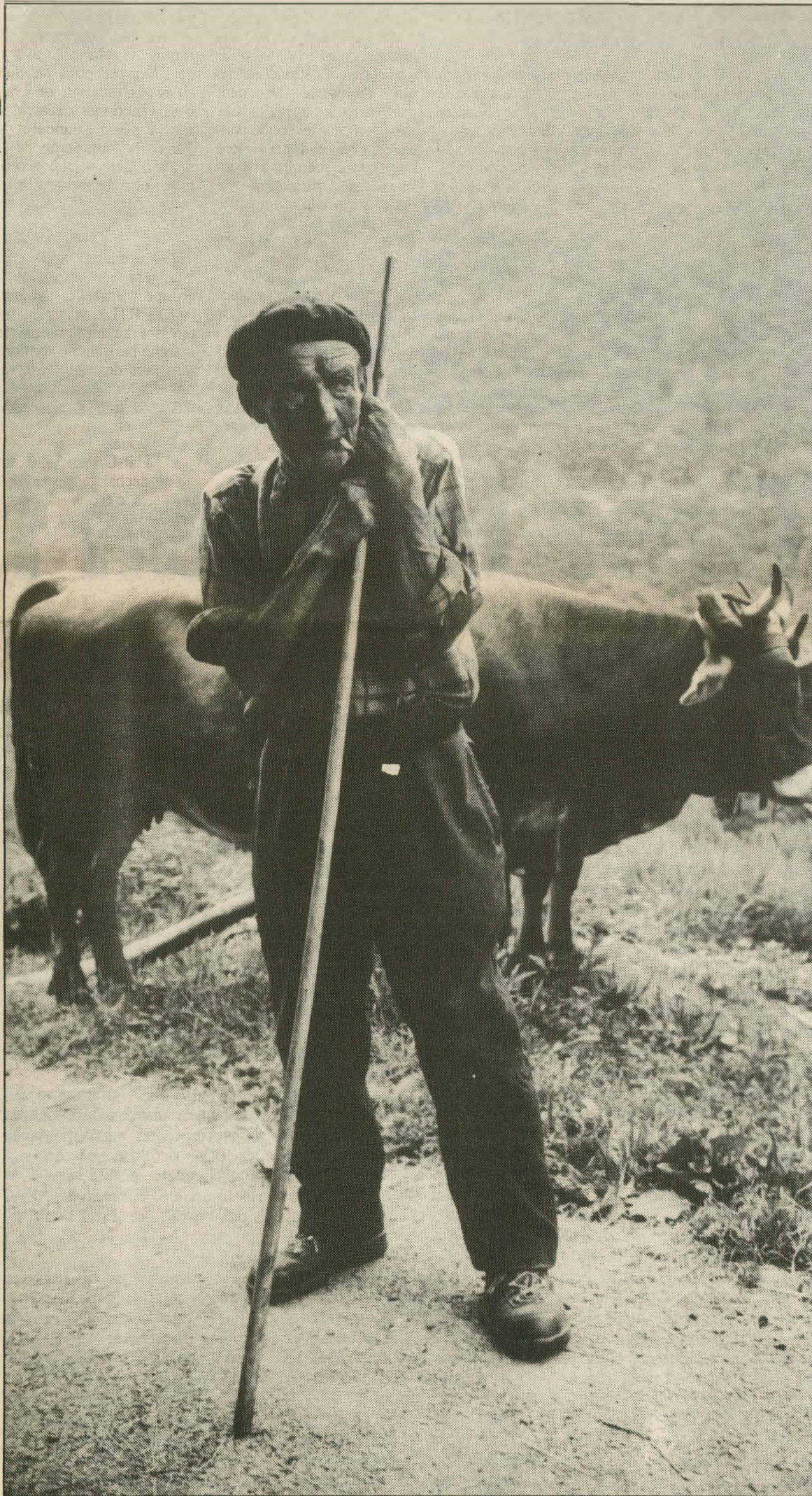
sion du 4 avril. La prise de capitaux des dénationalisées Paribas, Suez, CGE, l'achat d'une partie significative du capital de grands groupes privés, Lesieur, la Lyonnaise des eaux, Perrier, BSN (soi-même) sont les éventualités envisagées tous les jours dans les couloirs de la Bourse et les états-majors financiers. L'identité des éventuels acquéreurs décevra très vite les amateurs de sensations nouvelles. Le groupe Dassault-Vernes, la banque Demachy (alliance des groupes Worms et De Wendel), la

capital que préparent les mouvements de fond sur le marché boursier parisien.

Alors les OPA, un mythe ? Certes pas. Mais de là à modifier de fond en comble la possession et les frontières des grands groupes industriels et financiers internationaux, il y a un pas de taille. En France comme aux USA d'ailleurs. Si les frictions peuvent être sévères, le marché boursier n'est au fond qu'une vaste partie de cartes pour la classe dominante. A coup de milliards, en temps de crise.

Michel Morel

Paysans : état de grâce ou risque d'orage ?



Comment va la vie pour les paysans au lendemain du 16 mars ? Nous avons fait le point avec Jean Cavailhès, militant de la Ligue et chercheur en économie rurale.

□ *Pourquoi Chirac a-t-il carrément choisi le président de la FNSEA comme ministre de l'Agriculture ?*

Jean Cavailhès — Tout d'abord, cela n'a rien de novateur. Le prédécesseur de Guillaume à la tête de la FNSEA, Debâtisse, est devenu député européen de l'UDF et du RPR aux élections de 1979, puis secrétaire d'Etat du gouvernement Barre. Guillaume déclarait lui-même il y a quelques années : « *Le vrai ministre de l'Agriculture est le président de la FNSEA.* » C'est lui qui tient en effet les rênes du pouvoir, par le biais de la cogestion institutionnalisée et le poids de la FNSEA. Guillaume a donc trouvé plus commode de s'installer dans le bureau du ministre. Quant à Chirac, il veut vraisemblablement créer un « état de grâce » dans les campagnes et engranger les voix des paysans — lors des prochaines échéances électorales — qui sont contents de voir l'un des leurs ministres.

□ *Promu ministre, l'ancien président de la FNSEA a-t-il les moyens de satisfaire les revendications des paysans qui revendiquent souvent... avec le retour du printemps ?*

J. C. — En gros non. Ses marges de manœuvre sont quasiment nulles. C'est d'abord Balladur, le ministre des Finances, qui tient les cordons de la bourse, et puis les institutions européennes sont bien là. Guillaume avait fait de l'augmentation des prix agricoles de 4,7 % son cheval de bataille pour 1986. Il semble déjà reculer en n'en faisant plus qu'un point de départ des négociations. Il prétendait « renégocier » l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans le Marché commun, parce que « *les agriculteurs du Midi n'y trouvent pas leur compte.* » Il explique aujourd'hui qu'« *il faut honorer la signature de la France.* » Ce qui est une manière comme une autre de dire que rien ne sera remis en cause. Devant les mesures protectionnistes que prennent les USA, il déclare enfin, comme Delors, que « *les choses étant ce qu'elles sont* », il ne reste qu'à appliquer l'élargissement du Marché commun tel qu'il est. Il a donc remis son programme de

président de la FNSEA dans sa poche, avec son mouchoir par-dessus.

□ *Tu parles des mesures protectionnistes prises par les USA. Quels buts visent-elles ?*

J. C. — Les USA sont exportateurs de matières premières agricoles servant en particulier à l'alimentation du bétail, comme le soja ou le gluten de maïs. L'Espagne et le Portugal figureraient parmi leurs marchés d'exportation. Les choses se compliquent donc pour les agriculteurs américains avec l'élargissement de la CEE, et les protections douanières qui viennent de s'étendre au Portugal et à l'Espagne. Les USA menacent en revanche d'interdire l'importation de fromages ou de vins français par exemple sur leur propre territoire. L'Europe menace de prendre des mesures de rétorsion... C'est l'escalade verbale, la bagarre pour la maîtrise des marchés entre les deux principaux exportateurs mondiaux.

□ *Dans ces conditions, l'état de grâce a-t-il quelque chance de durer dans le monde paysan ? Quelles peuvent être les conséquences pour le syndicalisme agricole ?*

J. C. — Certains syndicalistes de la FNSEA se disent déjà « inquiets ». La cogestion, ça allait, expliquent-ils, mais maintenant, « *nous nous retrouvons en première ligne et nous allons prendre des coups.* » En ce qui concerne les syndicats paysans minoritaires — qui représentent tout de même 35 % des voix aux élections des chambres d'agriculture — déjà « mis à l'écart » par le gouvernement de gauche, ils sont aujourd'hui carrément « mis de côté ». Une première réponse s'amorce avec l'appel de la CNSTP au regroupement des forces, qui concerne la FNSP et dans une certaine mesure, le MODEF. Cette démarche vient « un peu tard », mais elle est tout à fait positive.

En ce qui concerne « l'état de grâce » que souhaite Chirac, bien des choses dépendent de ce qui sera décidé à propos d'une

dévaluation ou pas du franc. Si la dévaluation du franc s'accompagne d'une augmentation des prix agricoles, ce qui a toutes les chances d'avoir des conséquences inflationnistes, les agriculteurs s'estimeront pourtant satisfaits. Si pour éviter l'inflation, le gouvernement rétablit les fameux montants compensatoires¹, cela risque par contre de tourner au vinaigre. Il faut suivre

tout cela de très près dans les jours qui viennent.

Propos recueillis
par Michel Morel

1. Les prix agricoles sont fixés en écus (unité de compte européenne). Ils restent donc identiques si le franc est dévalué. Les prix en francs peuvent donc, soit être augmentés pour « rattraper » les prix en écus, soit demeurer stables, auquel cas, seront instaurés des montants compensatoires pour combler la différence entre les prix en écus et en francs.

Nos propositions

Nos prétentions sont bien modestes, vu l'extrême faiblesse de notre implantation à la campagne. Néanmoins, depuis des années, des rencontres ont été fréquentes et la réflexion s'est poursuivie. Le syndicalisme paysan révolutionnaire a une tradition ancienne en France et la crise de mai-juin 1968 a laissé des traces particulièrement importantes. Ce n'est insulter personne que de considérer, par exemple, que les Travailleurs-Paysans ont su conserver une tradition extrêmement démocratique, à la fois au plan interne et dans l'animation des luttes, et en même temps, rester fidèles à des orientations nettement internationalistes et à l'unité entre ouvriers et paysans.

De notre point de vue, leurs responsabilités sont énormes dans la possibilité de rassembler un jour, dans un cadre unique, les organisations qui défendent les paysans comme travailleurs avant de les défendre comme chefs d'entreprise : la CNSTAP est la seule à pouvoir, par son dynamisme comme par son implantation nationale, proposer l'unité d'action à la FNSEA comme au MODEF, tout en garantissant à chaque composante l'indispensable liberté dans le débat d'orientation.

Réaliser par étapes cette unité d'action est essentiel si on veut rompre avec la spirale infernale de la politique européenne de sélection et d'exode.

Si l'on veut faire sérieusement progresser les droits

sociaux des agriculteurs, des conjoints et des aides familiaux à l'image des droits acquis par les salariés et renforcer ceux des salariés agricoles.

Si l'on veut prioriser l'emploi — à la fois par le maintien des exploitations par la rétribution du produit en fonction du nombre de personnes au travail (quantum) et par la création des services de remplacement nécessaires (grossesses, maladies, vacances).

Si l'on veut favoriser l'installation de jeunes, en particulier en rendant possible la location des terres détenues par les SAFER.

Si l'on veut rendre possible, au travers d'offices fonciers cantonaux, un décrochement progressif et librement débattu du droit d'exploiter la terre et sa possession juridique.

Après avoir servi, bien malgré eux, de masse de manœuvre à la FNSEA et avoir été trahis par la gauche, les paysans vont se retrouver après mars 1986 menacés par la politique de modernisation, de sélection et d'exode. La FNSEA est et restera l'organisation qui sait faire accepter en douceur les lois capitalistes, quitte à organiser un baroud de temps à autre. La constitution, en face d'elle, d'un pôle regroupant tous ceux qui défendent les paysans comme travailleurs et non comme entrepreneurs concurrents entre eux, est une tâche qui concerne aussi le mouvement ouvrier.

M. L.



François Guillaume, ministre de l'Agriculture et ex-président de la FNSEA : une contradiction difficile à assumer !

Tirer le bilan !

Il est vrai que les politiques agricoles portées aujourd'hui par la droite et le PS paraissent analogues. Les différences résident dans le rythme et la brutalité.

Depuis quelque trente années, la transformation capitaliste de l'agriculture dans notre pays a éliminé des millions de paysans et d'ouvriers agricoles. Dans le même temps, l'augmentation de la productivité du travail a permis non seulement d'augmenter la production, mais de consolider les exportations agricoles et de créer une puissante industrie agro-alimentaire.

La logique de cette évolution continue aujourd'hui de jouer : les projections, toujours en baisse, du nombre de paysans sont passées de 800 000 exploitations à 500 000 et peut-être demain à 300 000. Les conséquences concernent au premier chef le mouvement ouvrier. D'abord la diminution du nombre d'exploitations suppose une « meilleure insertion de l'agriculture française dans la division internationale du travail » ; cela signifie importer massivement des produits à faible valeur ajoutée (par exemple aliments du bétail) donc encourager dans les pays du tiers monde la monoculture de produits non-vivriers, donc la destruction d'économies locales tournées vers les besoins de la population, le détournement des fonds internationaux

En France, la logique « naturelle » du capitalisme vis-à-vis des paysans risque d'avoir des effets bien précis : les départs massifs dans les années précédentes ont entraîné un vieillissement sensible des exploitants agricoles encore en place : les deux tiers vont abandonner la culture dans les années qui viennent. Savoir s'ils vont être remplacés est une question décisive. S'ils ne le sont pas ou peu, la disparité va s'accroître entre les régions d'agriculture mécanisée, très productives et les zones en voie de désertification. La baisse du nombre d'exploitations entraîne de toute façon la perte de nombreux autres emplois dans les zones rurales, ce qu'on appelle les emplois induits (commerces, services, écoles...) avec leurs conséquences sur le chômage et sur l'exode rural. D'un autre côté, les conséquences sont redoutables pour le milieu naturel, soit qu'une agriculture très productive applique des méthodes brutales (chimiques en particulier), soit que l'arrêt du travail paysan laisse des régions entières à l'abandon, à l'érosion, aux feux.

Dans tous ces domaines, l'Union de la gauche avait paru apporter des réponses positives. C'est pourquoi les courants pay-

sans, qui combattaient chacun à leur façon les conséquences des transformations capitalistes de l'agriculture, avaient vu leur audience augmenter au fur et à mesure que le PS et le PC se rapprochaient du pouvoir. La puissante Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles, ses diverses agences et ses magouilles financières, avaient de plus en plus de mal à prétendre défendre tous les paysans, alors qu'elles travaillaient en réalité au bénéfice des mieux dotés vers des projets « pharaoniques » inutiles et ruineux. Bonjour la faim.

Aujourd'hui, l'intégration européenne consiste à faire jouer la concurrence en particulier avec les pays de l'Europe du sud nouvellement entrée dans la communauté. L'esprit des décisions bruxelloises est fondamentalement : « Que les meilleurs gagnent ! ».

Les producteurs de fruits et légumes du Midi, d'Espagne, d'Italie, de Grèce, du Portugal sont aimablement invités à s'éliminer les uns les autres. Conséquences prévisibles de cette concurrence élargie : campagnes chauvines, boycotts divers et surtout exode rural, pression du chômage, pression sur les salaires. Bonjour la crise.



En 1981, malgré des traditions conservatrices bien connues, le vote à gauche avait profondément pénétré la paysannerie. Encore en 1983, dans les élections professionnelles, il et couvraient l'élimination des autres.

avait fallu bien des astuces et des ruses pour voiler le fait que les listes d'organisations paysannes liées au mouvement ouvrier avaient rassemblé près du tiers des suffrages. Mais le reflux avait déjà commencé. L'extrême timidité de la gauche pour appli-

quer son propre programme avait interdit de mobiliser. La FNSEA, elle, avait su exploiter les inquiétudes et avait organisé, en mars 1982, le premier de ces rassemblements de masse, avant ceux de l'école privée, qui devait faire plier complètement le gou-

vernement. La division entre les organisations paysannes de gauche leur interdisait aussi de peser suffisamment sur le rapport de forces et cette division n'a toujours n'a pas été surmontée. Elle pèsera, après comme avant mars 1986, pour diminuer la crédibi-

lité syndicale des organisations paysannes liées au mouvement ouvrier... surtout lorsque leurs liens au PS (ou au PC) les amènent à essayer de camoufler les trahisons et les reniements de l'après-1981.

Marcel Leborgne

L'effet bœuf des quotas laitiers

La politique agricole européenne est cynique d'un double point de vue : elle limite la production alors que des dizaines de millions d'hommes meurent de faim, elle écrase les petits agriculteurs au profit des gros.

Les quotas laitiers (voir lexique) ont été mis en place à l'échelle européenne en 1984. Face à l'accumulation d'excédents laitiers de plus en plus difficiles à financer (on répète régulièrement que les caisses européennes sont vides), la CEE a décidé de continger la production. C'est une politique criminelle quand on réfléchit à la faim dans le monde, mais le capitalisme est coutumier de ce cynisme qui ne prend en considération que la demande vendable : aux USA on paye tous les ans des agriculteurs pour qu'ils laissent leurs terres en friche, pour réduire les stocks de blé. Cette limitation de la production laitière se fait « par quotas » attribués à chaque producteur, ou en France, à chaque laiterie ; quotas déterminés par le niveau de la production de 1983, révisés en légère baisse puisqu'il faut réduire la production. Lorsque l'on dépasse son quota, on est lourdement pénalisé au niveau du prix payé. Par ailleurs, des incitations à la cessation de livraison de lait ont été prises, qui ont concerné principalement des agriculteurs âgés. Est-ce un système très différent du quantum, revendication essentielle de la gauche paysanne que Mitterrand avait promis de satisfaire en 1981, avant d'adopter... les quotas ?

On pourrait penser que non, puisqu'au-delà d'un certain niveau de production, le prix est plus bas que le prix garanti européen. Seulement voilà : la limitation du volume à laquelle s'applique le prix garanti correspond à la situation de 1983. Si bien qu'un gros producteur de lait en 1983 se voit attribuer un quota important, lui assurant un revenu garanti pour une très grosse production, alors qu'un petit livreur doit continuer à végéter avec sa faible production, donc son bas revenu. On fige les différences entre gros et petits. C'est d'autant plus vrai qu'on calcule par exploitation, indépendamment du nombre de personnes au travail.

Certes, des mécanismes cor-



Les quotas laitiers figent et accroissent les différences entre gros et petits livreurs de lait.

rectifs ont été introduits, qui rendent plus complexe la gestion technique des quotas : les zones de montagne, où l'on ne peut guère faire autre chose que du lait ont eu droit à un accroissement de quota (à partir des quotas libérés par les agriculteurs prenant leur retraite) ; de même, les jeunes agriculteurs qui s'installent, ceux qui ont fait un « plan de développement » ou un « plan de redressement » laitier, ont droit à des quotas un peu plus importants. Mais ces mesures complémentaires ne modifient pas le fond de l'affaire. Elles permettent tout juste à ceux qui ont fait le pari d'une expansion de la production laitière de leur exploitation (et qui se sont donc lourdement endettés) de ne pas être mis en porte à faux en ne pouvant plus faire face aux remboursements s'il fallait réviser en baisse leur produc-

Mais les quotas ne se contentent pas de figer les différences entre gros et petits livreurs de lait. Ils font mieux puisqu'ils vont permettre de les accroître ! Ce sont en effet les laiteries qui, en France, gèrent les quotas : la limitation de la production est fixée non pas par agriculteur mais par laiterie, et lorsque des agriculteurs retraités libèrent des quotas, 80 % de ces derniers sont répartis par les laiteries, normalement en fonction des priorités précédentes (plans de développement ou jeunes agriculteurs laitiers). Comme on sait bien que les laiteries sont intéressées à avoir une production concentrée (moins de frais de ramassage), techniquement performante (lait de meilleure qualité), on voit bien dans quel sens va se faire cette répartition : les quotas disponibles iront systématiquement aux plus gros producteurs. Hypothèse d'école ?

Révolutionnaires qui crient « au loup » ? Pas du tout : c'est très exactement ce qui s'est passé avec la gestion des quotas betteraviers par les sucreries. Des recherches de l'INRA ont montré que cela a permis une concentration importante de la production, qui a éliminé les petits planteurs, les contraignant à quitter la terre pour se prolétarianiser.

Si le PS et le gouvernement ont, malgré tous ces inconvénients, décidé de ce mode de gestion des quotas par les laiteries, c'est parce qu'ils étaient dans une situation impossible pour eux : si le ministère de l'Agriculture avait lui-même assuré la gestion des quotas, on aurait entendu crier au « trop d'Etat », à la mainmise administrative, ce dont il ne voulait pas dans le contexte de l'offensive idéologique de libéralisme forcené. Si, à l'inverse, la gestion des quotas avait été confiée aux petits et moyens agriculteurs, organisés à l'échelle de la commune ou du canton pour répartir démocratiquement les droits à produire, on voit bien l'effet produit sur le syndicalisme agricole de droite : c'eût été déclencher une guerre dans les campagnes, qu'il faut éviter par-dessus tout en ces temps cohabitationnistes (quel vilain mot à écrire !) On a donc repris l'exemple rodé de la betterave sucrière et confié le fonctionnement de la machine aux laiteries.

Mais les quotas vont avoir un autre effet négatif. Leur but est de maintenir le revenu, au moins jusqu'à un certain niveau, en garantissant et en soutenant le prix. C'est donc bien un avantage par rapport à une production « hors quota », ou par rapport à des reconversions vers d'autres productions (taurillons, etc.) que devront effectuer ceux qui ne bénéficient pas de quotas suffisants, et qui doivent donc s'orienter vers une production au prix non soutenu. Dans une économie capitaliste, où tout s'achète et se vend, cet avantage va se payer : des producteurs,

soucieux de développer la production laitière, vont proposer le rachat des quotas attribués à d'autres livreurs. Un marché des parts va donc s'établir. Encore une fois, il ne s'agit pas d'une hypothèse : l'exemple de la betterave sucrière a déjà montré ce mécanisme économique inéluctable. S'il ne s'est pas encore mis en place après deux campagnes, c'est seulement parce que le système n'est pas assez rodé pour s'être stabilisé (et personne ne va acheter des droits à produire s'il y a des risques de se les faire confisquer par un mécanisme encore mal connu de gestion du système par les laiteries, la réserve nationale, etc.). La vente des quotas, sous forme de « dessous de table » est pratiquement inévitable. Ce qui est encore du domaine de la supputation, c'est de savoir comment va se faire le marché et qui en profitera : les laiteries, les gros producteurs ? Il est en tout cas sûr que cela créera un problème nouveau aux petits agriculteurs qui veulent développer leur étable ou aux jeunes qui s'installent, car ce sont bien eux qui devront payer des dessous de table.

Jean Boyer

CNSTP : Confédération nationale des syndicats de travailleurs paysans.

FNSP : Fédération nationale des syndicats paysans, liée au PS.

MODEF : Mouvement de défense des exploitations familiales, lié au PCF.

Quotas : Niveau de production attribué à chaque producteur jusqu'auquel les prix sont garantis. Ce qui permet aux gros producteurs d'« empêcher gros », aux petits de végéter au-dessous du SMIG...

Quantum : Garantie des prix jusqu'à un certain volume de production par personne occupée sur l'exploitation. Ce qui permettrait d'assurer la rémunération du travail des petits paysans, en laissant aux gros le soin de prouver leur compétitivité sur le marché...



Karel Reisz dirige Jessica Lange dans *Sweet Dreams*.



Ed Harris et Jessica Lange dans *Sweet Dreams*.

KAREL REISZ

L'HOMME QUI VOYAGEAIT DANS SES FILMS

Réalisateur qui tourne peu, mais qui choisit toujours méticuleusement ses sujets, Karel Reisz s'est livré à nous.

□ *Votre dernier film remonte à 1981, qu'avez-vous fait entre-temps ?*

Karel Reisz — Trois projets qui n'ont pas abouti, faute de financement, ce qui, je dois dire, est presque une habitude. Il est difficile de trouver un sujet qui me tienne à cœur et dont j'ai le sentiment qu'il peut toucher un large public. Cela devient de plus en plus pénible. Les trois quarts des films aujourd'hui sont faits en direction des teenagers. Très bien, mais moi j'en suis incapable.

□ *Y a-t-il un rapport avec la situation du cinéma en Grande-Bretagne aujourd'hui ?*

K. R. — L'industrie cinématographique est toujours aussi chancelante. En ce moment, les studios sont complètement vides. La fréquentation des cinémas s'effrite chaque jour un peu plus. En partie parce que la télévision est vraiment d'un haut niveau. Ce qui est exceptionnel. Les télévisions, un peu partout dans le monde, sont d'un niveau affligeant. On sent un énorme souffle créateur, une énergie, c'est une situation paradoxale vraiment. Parallèlement, une chaîne comme Channel 4 fait énormément pour le cinéma ; ils produisent des films à petit budget (un ou deux millions de dollars)

qui doivent sortir en salle avant de passer à la télévision. Il y a quatre ou cinq jeunes metteurs en scène dont on espère beaucoup. Est-ce que *Lettre à Brejnev* est sorti en France ?

□ *Non, pas encore. Sweet Dreams a été tourné aux Etats-Unis, comment avez-vous travaillé là-bas ?*

K. R. — Ces dernières années, j'ai navigué entre l'Angleterre et l'Amérique. Je vais où le sujet m'entraîne. J'adore travailler en Amérique. Vous comprenez, je ne suis pas anglais. (Karel Reisz est né en Tchécoslovaquie, il y a soixante ans). Pour moi, ce n'est pas gênant. On se sent moins « exilé » là-bas. Il n'y a pas ce sentiment du « eux » et « nous » britannique. D'autre part, aux Etats-Unis, les techniciens de la nouvelle génération n'ont aucune réticence à travailler avec des réalisateurs européens. Et puis, c'est un inépuisable réservoir d'acteurs, de la côte Est à la Californie. Distribuer dans ce cas devient une immense partie de plaisir. (Karel Reisz dit en anglais, « like a pig in clover » « comme un cochon dans le trèfle »).

Pour *Sweet Dreams*, c'était la première fois que ça m'arrivait, il s'agissait d'une commande. Ce sont

les studios qui m'ont contacté. Le scénariste, Robert Getchell, est quelqu'un que j'aime. Il écrit sur les choses et les gens ordinaires. Il s'intéresse aux détails de leur vie et mes films sont faits de la même manière. Le scénario était déjà prêt et la vedette principale, Jessica Lange, déjà choisie pour le rôle. Tout était organisé. Autant de préparations épuisantes qui vous sont épargnées, c'est merveilleux. Et assurément, pareille occasion ne se représentera pas.

Je rêvais de travailler avec Jessica Lange. Son personnage l'a enthousiasmée. Elle s'est plongée dans le rôle avec passion. Comme tous les grands acteurs, c'est aussi stimulant pour le metteur en scène, elle était très heureuse de jouer cette femme très simple, pas très bien habillée. Les autres acteurs viennent du théâtre et ont, à la différence des stars, l'habitude de jouer des personnages peu flatteurs. Les stars parfois refusent. L'expérience pour moi fut vraiment très agréable. C'était aussi l'occasion de montrer une Amérique que l'on montre rarement ; il y a peu de films qui se passent dans les provinces. Le cinéma américain affectionne la ville et ses violences.

□ *Le personnage de Ed Harris fait penser à celui de Albert Finney, il y a*

vingt-cinq ans, dans Samedi soir, dimanche matin ?

K. R. — Oui, c'est vrai, mais je n'en avais pas conscience au moment du film. C'est après que je me suis rendu compte que ce sont tous deux des gens qui ont un travail très ordinaire, mais qui poursuivent aussi un idéal qui les dépasse. Le cadre, les décors de cette Amérique des années soixante me rappelaient l'Angleterre des années cinquante. C'est difficile pour un européen d'évaluer la pauvreté selon les critères américains. On peut être très pauvre et avoir une voiture... Vieille... Alors que le héros de *Samedi soir dimanche matin* ; c'était déjà une grande chose pour lui d'avoir un vélo pour aller au travail ou se balader. A l'époque vous pouviez penser : « Ce type est coincé entre le boulot et les souleries du week-end. » Aujourd'hui on dirait : « Il a de la chance d'avoir un emploi ».

Mon souci de présenter une image juste ne vient pas de préoccupations documentaires. Dans un film comme *Sweet dreams*, le milieu social doit être montré, car il fait partie de l'histoire.

De façon générale, j'aime que les personnages et leur décor ne fassent qu'un. Tout milieu nouveau pour moi

est un voyage. C'est ça le plaisir du cinéma pour le metteur en scène. Comme l'a dit Robert Flaherty, « Un metteur en scène c'est quelqu'un qui se fait payer pour voyager. »

□ *Quel est le prochain « voyage » ? Vous avez parlé d'un film sur la guerre du Vietnam. Aujourd'hui, le contexte a changé ? Depuis les Guerriers de l'enfer en 1978, il y a eu Rambo.*

K. R. — Les temps ont énormément changé. Il y a dix ans, un film comme *Rambo* eut été impossible. Non, mon nouveau film n'est pas tant sur le Vietnam que sur la guerre. J'ai pensé le situer pendant la guerre de Corée. Et j'ai finalement gardé l'époque car je me suis inspiré d'une histoire vraie. Celle d'une chanteuse australienne qui s'est trouvée mêlée à une affaire de corruption en 1967-1968.

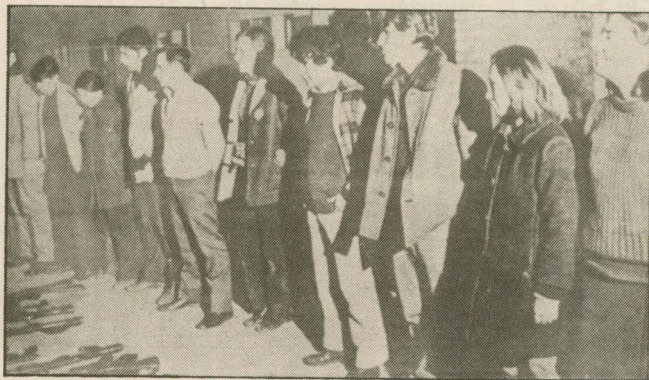
Il y a eu une enquête du Sénat américain sur des officiers qui se remplissaient les poches avec du trafic sur les jeux, les cigarettes, la prostitution et cette femme a été citée comme témoin. C'est une comédie picaresque sur un fond très sombre, la guerre du Vietnam. Pas un truc facile.

Propos recueillis et traduits de l'anglais par Noémie Mas

AVEC LES YEUX DE LA MEMOIRE

Bastille-Tango de Jean-François Vilar

Les livres de Vilar sont un divertissement à multiples fonds. Roman policier ? Si l'on veut : mais sans recherche d'indices ni de preuves ; plutôt un jeu de pistes symbolique et un puzzle d'ima-



Après leur évasion de la prison de Rawson, les révolutionnaires argentins, cernés par la police et l'armée, déposent les armes. Ils seront massacrés à la base aéronavale de Trelew.

ges collées. Pas vraiment d'enquête, mais du témoignage, à la limite du voyeurisme, d'ailleurs avoué au détour des pages...

Dans cette lignée, *Bastille Tango*, point de rencontre entre les dédales du vieux Paris et le quadrillage des rues de Buenos-Aires, tient les promesses du titre.

Comme dans *C'est toujours les autres qui meurent*, ou dans *Passage des singes*, on retrouve les passages, ceux d'Aragon et Benjamin, à la fois vitrines et labyrinthes, dans ce cas le passage du Cheval blanc, avec ses six cours à nom de mois, qui découpent le temps du

livre. On retrouve aussi la photo (Benjamin encore ?) et cette boulimie d'images arrachées au temps. Et tous les signes, par lesquels afflueront les clairs-obscurs d'une mémoire : le « bras armé » de l'armurerie Guyot, qui s'interposait avec autorité un certain 24 Mai 1968 entre police et manifestants ; la Tour d'argent qui engloutit sous ses décombres tant de rendez-vous, chuchoteries et conspirations ; l'appartement de la rue Daval, près de la « petite fabrique » de chocolat, qui abrita jadis Jeanson puis Curiel et d'autres encore.

Il y a la ville surtout, fétiche suprême, animée de son intense circulation de marchandises, consommées ou détournées, étalées ou exposées, tantôt produits, tantôt bibelots ou antiquités. La ville (de Baudelaire et de Poe) est le théâtre par excellence du crime moderne, qui suppose l'anonymat du rapport marchand. C'est cette communauté disloquée qui rend possible les trajectoires qui se croisent, les rencontres de hasard. On se perd dans les grandes villes. La grande disparition de trente mille Argentins sous la dictature est là comme une métaphore du crime contemporain, porté à la dimension

du génocide. Nul besoin pour cela d'exotisme de pacotille, il suffit que se croisent la Buenos-Aires de la mémoire exilée et la Buenos-Aires imaginée du narrateur.

Il y a enfin, dans *Bastille Tango*, une certaine idée de la fidélité. Le souvenir de l'évasion de Rawson et du massacre de Trelew (quatorze ans déjà). Le Cuarteto Cedron, la photo de Bonnet repris et presque souriant devant ses futurs assassins, et Santucho (dont ce sera en juin le dixième anniversaire de la mort). Superposition des villes et des histoires. La leur, là-bas, qui fut un peu la nôtre. Et les procès, ici, là-bas, avec le cas Astiz comme clef de voûte, qui pourrait faire écrouler la mécanique du procès de généraux. Les villes finissent par se rejoindre et le temps par se boucler, sans que la vengeance annule les blessures.

Comme dans les livres précédents, le spectaculaire Grand-Guignol l'emporte sur la vraisemblance, la logique de l'image sur celle de la raison. Un livre à voir autant qu'à lire.

Daniel Bensaïd

Bastille-Tango, J.F. Vilar, 280 pages, 79 francs. Presses de la Renaissance. (-5 % à La Brèche).

LIVRES

□ **GIONO, Cahier de l'Arc.** Si vous ne connaissez pas l'Arc, cette très bonne revue dont chaque numéro est entièrement consacré à un écrivain, un philosophe ou un historien. Voilà un excellent moyen de faire connaissance avec elle, à travers ce dernier numéro spécial Giono. Né en 1895, à Manosque, dans une famille très modeste, Giono doit arrêter ses études à seize ans. Il meurt en 1970, entre-temps, il est devenu un très grand écrivain. Sur l'auteur de *Regain*, du *Hussard sur le toit*, du *Chant du monde* (le plus merveilleux de ses romans), sur ce personnage, à la fois extrêmement gai et inquiet, d'une simplicité et d'une gentillesse totale, sur ses engagements pacifistes et parfois proches des communistes, sur son œuvre abondante, multiple, variée, ces seize

articles portent un éclairage passionnant, à compléter par la lecture du petit ouvrage, dont il est le sujet,

□ **HAUT LE COEUR, Jun Takami.** Ce superbe volume rose pâle, carré et épais, retrace l'itinéraire contradictoire d'un jeune anarchiste appelé Shiro Kashiba. L'auteur ? Takami, arrêté en 1933, emprisonné, mort d'un cancer en 1965. C'est une descente dans les milieux de la pègre de Séoul et de Shanghai, mais aussi l'évocation digne et pudique des femmes employées dans une usine de crabe en conserve. S'y mêlent portraits des prostituées de Tokyo, mais aussi de sa compagne Namiko, amour de sa vie. Vraiment sombre, souvent cynique et cruel, mais tendre aussi comme l'étonnante et douce couleur de la couverture : un bouquin à découvrir. Editions Le Calligraphe/Unesco. 135 F.

publié dans la nouvelle collection de poche *Qui suis-je*, éditée par la Manufacture. *Cahier de l'Arc*, Giono, 55 francs.

CINEMA

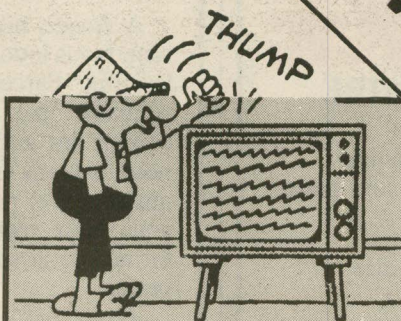
□ **HISTOIRE IMMORTELLE, d'Orson Welles.** Un vieillard milliardaire, dont toute la vie s'est déroulée au milieu des choses et des faits, hait les histoires que racontent écrivains et marins de tous les ports. Il va donner la pleine mesure de sa puissance en recréant dans les faits une histoire qui court de navire en navire. Cette création sonnera, bien sûr, la fin de l'histoire et la fin de celui qui prétendait agir envers la fiction comme une chose que le commerce pourrait manipuler. Orson Welles s'y livre à une (presque) dernière réflexion sur l'art, la mise en scène, la balance du vrai et du faux, du récit et de

l'image. Une diablerie de la plus haute intelligence.

MUSIQUE

□ **CHORA BRASILEIRA, Nana Caymmi.** Nana Caymmi appartient à une véritable dynastie de musiciens. Son père, Dorival Caymmi, patriarche honoré de la musique brésilienne, est l'un des plus grands artistes de ce pays et on le retrouve personnage de roman dans plusieurs livres de Jorge Amado. Nana n'est pas seulement la fille de son père et si elle interprète plusieurs chansons de lui, elle chante aussi d'autres grands Jobim et Vinícius de Moraes. Elle joue d'inflexions jazz, d'un timbre pulpeux, un peu rauque qui fait le charme envoûtant des chanteurs de Bahia. Elle sera, avec ses deux frères Dani et Dori, au théâtre de la Ville à 18 h 30 du 16 au 19 avril. *Chora Brasileira*. Emi. Odéon. 31 C 064 422.949, dist DAM.

LIVRAISONS



☆ **Dimanche 20 h 35 (TF 1) le Silencieux.** Premier film de Claude Pinoteau, qui se laisse voir grâce à deux atouts maîtres : un très bon scénario de Francis Ryck (paru en Série noire sous le titre *Un drôle de pistolet*) et une excellente interprétation de Lino Ventura... Deux « ingrédients » qui contribuent à sauver les meubles...

22 h 30 (FR 3) *I wake up screaming*, réalisé par Bruce Humberstone en 1941 avec Betty Grable et Victor Mature et (lui aussi) complètement inédit en France !

☆ **Lundi 16 h 05 (FR 3) la Fureur des hommes**, petit western d'H. Hathaway avec Don Murray, à voir s'il pleut...

20 h 35 (TF 1) *L'inspecteur ne renonce jamais* de James Fargo avec Clint Eastwood, troisième volet des aventures musclées de l'inspecteur Harry Callahan, le film de Fargo est très loin de valoir les deux premiers (*Dirty Harry* de D. Siegel et *Magnum Force* de Ted Post). D'un manichéisme non exempt d'une certaine complaisance à la violence, cet Harry-là va donner des idées à Pasqua...

20 h 35 (FR 3) *Comptes à rebours*, film policier de R. Pigaut avec S. Signoret, C. Vanel, S. Reggiani et M. Bouquet. Je ne l'ai pas vu, je ne pourrai donc pas dire de mal à l'avance !

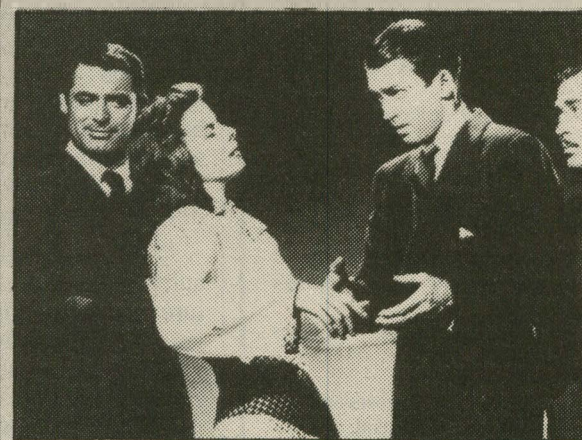


☆ **Mardi 20 h 35 (FR 3) Un beau salaud**, western parodique et faiblard de Burt Kennedy avec F. Sinatra et G. Kennedy.

☆ **Mercredi 20 h 35 (FR 3) Une soirée à ne pas manquer** puisque la projection du très beau film de Yilmaz Guney *Agit* sera suivie d'une évocation du grand cinéaste turc.

☆ **Vendredi 23 h (A 2) The Philadelphia Story**, de Georges Cukor avec K. Hepburn, G. Grant et J. Stewart. Le modèle de la comédie américaine dite « screwball comedy », la quintessence d'un genre marqué par la folie des situations, le dynamitage des conventions les plus éculées et une utilisation géniale du talent des plus grands comédiens américains de l'époque. Gary Grant est génial, mais je ne trouve pas de superlatifs assez élogieux pour vanter le jeu débridé et saisissant de Katherine Hepburn, l'actrice d'élection de Cukor ! Un chef-d'œuvre !

Michel Laszlo



ROUGE

SOMMAIRE

En Chiraquie
Tous les coups sont permis
pages 2, 3, 4.

C'est à dire
page 5

Front national :
Midi noir
page 6

CGT
Une reconquête
semée d'embûches
pages 7, 8

Martine Toulotte
L'injustice a trop duré
page 9

Pas de dévaluation
pour la souscription
page 10

Il y a vingt-cinq ans
Le premier homme
dans l'espace
page 11

Courts métrages
pages 12, 13

Changement
dans la continuité
pour le PCI
pages 14, 15

Shultz en Europe
« Vive les terroristes »
page 16

Liban
un pari peu coûteux
page 17

OPA
La valse des capitaux
page 18

Paysans
Etat de grâce
ou risque d'orage
pages 19, 20, 21

Karel Reisz
L'homme qui voyageait
dans ses films
page 22

Livraisons
page 23

☆ Hebdomadaire édité par la
société Presse-Edition-Communi-
cation SARL au capital de
70 000 F (durée : 60 ans), 9, rue
de Tunis, 75011 Paris.

☆ Gérant : Léon Crémieux.

☆ Directeur de la publication
et responsable de la rédaction :
Christian Lamotte.

☆ Tirage : 10 000 exemplaires.

☆ Rédaction administration :
2, rue Richard-Lenoir, 93108
Montreuil.
☎ (1) 48 59 00 80 (lignes
groupées).

☆ Composition, impression :
Rotographie, Montreuil.
☎ (1) 48 59 00 31.

☆ Commission paritaire 63922.

Toute la vérité

A *Rouge*, nous ne cachons rien. Nous jouons la vérité sur les prix. Parce que nous ne sommes pas un journal comme les autres, parce que nous n'avons d'autre soutien que le vôtre, nous entendons vous tenir régulièrement informés de la situation de nos ventes.

Si, sur les huit premières semaines de la nouvelle formule, la progression a été régulière, on constate, sur les deux derniers numéros, un léger fléchissement.

Certes, nous ne sommes pas retombés au niveau du dernier numéro de l'ancienne formule, mais la baisse est sensible par rapport au numéro 1201.

La fin de la campagne électorale qui a mobilisé les énergies de tous les militants et militantes de la LCR, ainsi que les vacances scolaires expliquent sans aucun doute ce tassement. Mais, pour un

journal, rien n'est plus dangereux que la routine.

Alors, attention ! Il n'est pas possible que nous retombions au niveau des ventes de l'ancienne formule. Ce serait mettre en cause le pari sur lequel repose le nouveau *Rouge*. Il nous faut donc redémarrer sans tarder. Et, sachez que, comme au long de ces dix dernières semaines, votre hebdo préféré vous prépare bien des surprises. Vous vous attendez à trouver des dossiers, des analyses, des informations, vous en aurez.

Et vous aurez aussi un autre regard sur l'actualité du mouvement, de l'ouverture. Parmi ceux qui s'exprimeront très prochainement dans nos colonnes, citons un peu au hasard, David Rousset, Edwy Plenel et Jean Charlot, Michel Boujenah, Toto Bis-sainte, Jakob Moneta, etc.

Cessons-là l'énumération. Mais imaginez ce que serait la vie sans *Rouge* !

Pour une bouffée d'oxygène

Le nouveau « Rouge », c'est la voix de celles et ceux que vous ne voyez jamais à la télévision. Alors, versez votre redevance à un combat qui nous est commun. Prenez un abonnement de solidarité.

S'abonner à un journal d'organisation, non merci, je connais. » Combien de fois, dans le passé, les diffuseurs de *Rouge* ont-ils entendu cette réflexion ? Mais aujourd'hui, peut-on encore leur dire la même chose ?

La droite de nouveau au pouvoir, l'extrême droite qui paraît avoir le vent en poupe, une gauche qui semble anesthésiée : les questions ne manquent pas dans la situation actuelle. La presse, les grands médias continuent à ronronner, à ne pas parler de ce qui préoccupe les travailleurs. Ils continuent à ignorer celles et ceux qui ne baissent pas les bras et qui n'ont pas renoncé à refonder un espoir à gauche. Tant pis si ceux-là sont des dizaines de milliers.

C'est pour qu'il existe une autre voix dans cette conjoncture brumeuse que nous avons lancé la nouvelle formule de notre hebdomadaire. L'expérience est inédite pour la presse militante. Car *Rouge* veut, dans le désert actuel, être tout à la fois un journal lisible et un outil de

réflexion, d'action de la vraie gauche, celle qui n'abdique pas. En bref, il s'agit de donner l'écho maximal à nos propositions, mais aussi d'offrir la parole aux autres, de rendre compte de tout ce qui bouge dans le pays.

Oui, mais voilà ! L'expérience repose sur l'engagement de tous nos lecteurs. Soyons francs et directs, l'effort financier est con-

sidérable pour une force comme la LCR. Nous ne pouvons tenir que si les ventes augmentent et surtout, si nous disposons de rentrées financières stables.

C'est la raison pour laquelle les abonnements sont une de nos toutes premières priorités. Nous avons besoin rapidement de quatre cents abonnements de « solidarité ». Bien sûr, ils coûtent deux cents francs pour un tri-

mestre. Mais n'est-ce pas un prix bien modeste pour que ceux que vous ne voyez jamais à la télévision continuent à se faire entendre ?

Rouge est votre journal. La nouvelle formule a été lancée pour vous plaire, pour vous intéresser, pour que vous ayez chaque semaine, quelques heures d'oxygène. A vous de dire si le pari est utile ou non !

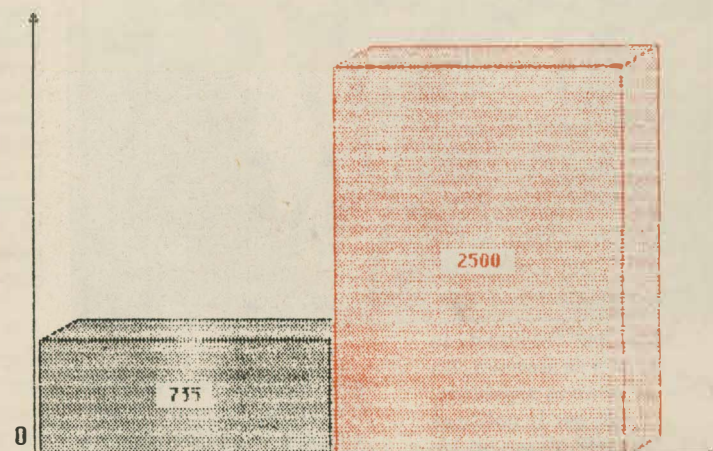
Alain Krivine

Abonnements militants Urgence

Beaucoup de nos lecteurs le savent, nous devons notre stabilité financière à la rentrée, tous les trimestres, des « abonnements militants » qui couplent *Rouge* et la revue mensuelle, *Critique communiste*.

La campagne de renouvellement a commencé depuis plus d'un mois. Elle devrait aujourd'hui s'achever. Mais, dans le feu de la campagne

électorale, nombre de nos abonnés ont tardé à faire remonter leur contribution. Sur l'objectif de 2 500 « abonnements militants » qui est le nôtre, il ne nous en est parvenu que 735. L'écart est considérable, comme le montre notre graphique. Il faut donc d'urgence rattraper ce retard. Diffuseurs, militants, sympathisants : à vos chèques.



ABONNEMENT DE SOUTIEN 3 MOIS, 200 FRANCS

AVEC LA REVUE MENSUELLE CRITIQUE COMMUNISTE

Nom : Prénom :

Adresse :

Ville : Code postal

Règlement à retourner à l'ordre de la PEC.
2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil.